



2020:10

Sida Decentralised Evaluation

FCG Swedish Development AB

Évaluation du soutien suédois au secteur statistique au Burkina Faso 2008–2017

Evaluation finale

Évaluation du soutien suédois au secteur statistique au Burkina Faso 2008–2017

**Evaluation finale
Avril 2020**

**Björn Ternström
Dam Mogbante
Oumarou Elhadji Malam Soule
Karidia Sanon**

Authors: Björn Ternström, Dam Mogbante, Oumarou Elhadji Malam Soule, Karidia Sanon

The views and interpretations expressed in this report are the authors' and do not necessarily reflect those of the Swedish International Development Cooperation Agency, Sida.

Sida Decentralised Evaluation 2020:10

Commissioned by Sida, L'Ambassade de Suède à Ouagadougou

Copyright: Sida and the authors

Date of final report: 2020-04-07

Published by Nordic Morning

Art. no. Sida62304fr

urn:nbn:se:sida-62304fr

This publication can be downloaded from: <http://www.sida.se/publications>

SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

Address: SE-105 25 Stockholm, Sweden. Office: Valhallavägen 199, Stockholm
Telephone: +46 (0)8-698 50 00. Telefax: +46 (0)8-20 88 64
E-mail: info@sida.se. Homepage: <http://www.sida.se>

Table des matières

Executive summary	viii
1 Introduction.....	1
1.1 Contexte	1
1.2 Le soutien suédois évalué	2
1.3 Objet de l'évaluation	3
1.4 Portée de l'évaluation	3
1.5 Questions d'évaluation	4
1.6 Limites/défis	4
2 Approche.....	6
2.1 Méthodologie/Collecte de données	7
2.2 Processus d'analyse et d'élaboration de conclusions	8
3 Constats	10
3.1 Présentation du système statistique national du Burkina Faso.....	10
3.2 Efficacité.....	13
3.3 Impact.....	16
3.4 Durabilité	19
3.5 Questions transversales	20
4 Conclusions	25
4.1 Efficacité.....	25
4.2 Impact.....	26
4.3 Durabilité	27
4.4 Questions transversales; genre, environnement, humanitaire	27
5 Recommandations.....	29
5.1 À court terme	29
5.2 À moyen terme	30
5.3 À long terme	30
 Annexe 1 – Terms of Reference	 32
Annexe 2 – Liste des interviewés.....	39
Annexe 3 – Documentation.....	43
Annexe 4 – Instruments de collecte de données	47
Annexe 5 – Département Ministériel Burkinabbe	52
Annexe 6 – Collecte de données, et défis liés au processus	54

Sigles et Abréviations

AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique subsaharienne
Asdi	Agence Suédoise de Développement International
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CBC	Conseil Burkinabè des Chargeurs
CCIBF	Chambre du commerce et d'industrie du Burkina Faso
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDRES	Centre d'Etudes, de Documentation et de Recherches Economiques et Sociales
CEQD	Cadre d'Evaluation de la Qualité des Données
CILSS	Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CLAR	Cadre Logique Axé sur les Résultats
CNS	Conseil National de la Statistique
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CRD	Cadres Régionaux de Dialogue
CSD	Cadres Sectoriels de Dialogue
CSLP	Cadres Stratégiques de Lutte Contre la Pauvreté
DCEI	Direction de la Coordination et de l'Evaluation des Investissements
DCSFR	Direction de la Coordination Statistique, de la Formation et de la Recherche
DD	Direction de la Démographie
DGA	Directeur Général Adjoint
DGAUE	Direction Générale de l'Assainissement, des Eaux usées et des Excrétas
DGB	Direction Générale du Budget
DGC	Direction Générale du Commerce
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGI	Direction Générale des Impôts
DGRE	Direction Générale des Ressources en Eau
DPAM	Direction de la Prévision et de l'Analyse Macro-économique
DR	Direction Régionale
DR/INSD	Direction Régionale de l'INSD
DREP	Direction Régionale de l'Economie et de la Planification
DSCVM	Direction des Statistiques sur les Conditions de Vie des Ménages
DSS	Direction des Statistiques Sectorielles

DSSE	Direction des Statistiques et Synthèses Economiques
EICVM	Enquête Intégrale sur les Conditions de Vie des Ménages
EMC	Enquête Multisectorielle Continue
ENSAE	École nationale supérieure de la statistique et de l'analyse économique
ENSEA	École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée
EPA	Enquête permanente agricole
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDS	Fonds de développement de la statistique
FED	Fonds européen de développement
FMI	Fonds monétaire international
GAR	Gestion axée sur les résultats
IFORD	Institut de formation et de recherche démographiques
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	Indice harmonisé de la production industrielle
INS	Institut national de statistique
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
ISSEA	Institut supérieur de statistique et d'économie appliquée
ISSP	Institut Supérieur des Sciences de la Population
MAAH	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydroagricoles
MCIA	Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat
MEA	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
MFSNF	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'action humanitaire
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MJDHPC	Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies)
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONATEL	Office National des Télécommunications
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PCD	Plans communaux de développement
PDI	Personnes Déplacées Internes
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
REN-LAC	Réseau National de Lutte Anti-Corruption
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
RSE	Répertoire Statistique des Entreprises
RSN	Rapport Statistique National
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable

SCB	Statistiques Suède
SDI	Schéma Directeur Informatique
SDS	Schéma Directeur de la Statistique
SIG	Système d'information du Gouvernement
SP-CNS	Secrétariat Permanent du Conseil National de la Statistique
SP-CONAP	Secrétariat permanent du conseil national pour la promotion du Genre
SP-PNDES	Secrétariat Permanent du Plan National de Développement Economique et Social
SSN	Système Statistique National
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UO	Université de Ouagadougou

Remerciements

Tout au long de la mise en œuvre de cette évaluation, l'équipe d'évaluation a eu le plaisir d'interagir avec un éventail de personnes clés à la fois intéressées et intéressantes. Les personnes à qui nous avons parlé ont été généreuses en nous accordant du temps dans des emplois du temps déjà chargés et en choisissant d'être ouvertes avec nous dans leurs réponses à nos questions.

Nous remercions tout particulièrement M. Boureima Ouédraogo, Directeur Général de l'INSD, M Aboudoulaye Sanou, responsable de programme à l'ambassade de Suède à Ouagadougou, M Mohamad Sepahvand ancien conseiller du SCB au Burkina Faso ainsi que le personnel de l'INSD, dont plusieurs qui avaient participé à la collaboration mais ont quitté l'institution depuis.

Vous nous avez tous facilité la tâche et nous vous en sommes reconnaissants.

Au nom de l'équipe d'évaluation,

Björn Ternstrom
Chef d'équipe

Résumé exécutif

(Executive summary in English follows below).

Le soutien global de la Suède au Burkina Faso s'est concentré sur la démocratie et les droits de l'homme, les ressources naturelles et les questions environnementales, y compris la résilience au changement climatique et le renforcement des capacités dans le secteur statistique discuté ici. Depuis septembre 2008, l'Asdi a soutenu un projet d'assistance technique¹ en deux phases de développement des capacités statistiques nationales. Pour le projet d'assistance technique avec Statistiques Suède (SCB) en tant que partenaire d'exécution, la première phase s'est concentrée sur le développement et la production de produits statistiques sélectionnés, la deuxième phase quant à elle s'est concentrée sur la capacité de gestion de l'institut national de statistique ainsi que sur la capacité méthodologique des statistiques du système dans son ensemble. L'accent a été mis sur les domaines d'intérêt fondamental pour la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) ainsi que le suivi des progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des objectifs de développement durable (ODD).

Les appuis de l'Asdi pour la production de l'enquête multisectorielle continuent, les statistiques du commerce extérieur, les statistiques environnementales, les infrastructures informatiques, etc. ont contribué significativement à alimenter les indicateurs de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et les OMD. Les statistiques sur le genre et l'environnement ont été priorisées et mises en évidence tout au long de la période de collaboration.

Cette évaluation du soutien suédois au système statistique du Burkina Faso vise à contribuer à un processus d'apprentissage. Il vise à mettre en évidence les principales réalisations, lacunes et défis clés de l'appui à long terme de l'Asdi au développement du système statistique au Burkina Faso. L'objectif est de contribuer au processus de planification d'un éventuel soutien futur, en particulier pour la période 2020-2023.

L'objectif de cette étude est d'évaluer l'efficacité, l'impact et la durabilité du soutien suédois et de faire des recommandations en vue de contribuer aux discussions à venir concernant la préparation d'une nouvelle phase du soutien suédois au système statistique du Burkina Faso.

Constats

¹ En plus de ce projet d'assistance technique, la Suède apporte un appui financier à la réalisation du Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH)

Dans le chapitre 3, basée sur une méthodologie mixte de collecte de données, l'évaluation présente une série de résultats concernant cette collaboration pluriannuelle. Les points clés comprennent :

- Une description du système statistique global, y compris un résumé des principaux produits statistiques, utilisateurs et producteurs.
- Une description de la collaboration au fil du temps et du développement institutionnel de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD).
- Un résumé des réalisations et des défis rencontrés au cours de la période de mise en œuvre. On note un consensus parmi les parties prenantes selon lesquelles une augmentation significative de la capacité méthodologique et logistique pour la collecte de données a eu lieu. Cela a permis de produire régulièrement et avec une qualité acceptable certaines statistiques (enquête permanente auprès des ménages, statistiques du commerce extérieur, indices des prix, statistiques spécifiques sur le genre, les entreprises et l'environnement, etc.) tandis que certains domaines thématiques ont eu des difficultés de financement pour une production régulière. Il est également à noter que les activités prévues dans le cadre du programme ont été mises en œuvre avec plus ou moins de succès, certaines étant considérablement retardées.
- Les problèmes de gestion ont été notés et les causes internes et externes possibles décrites. Parmi les défis restants, l'évaluation identifie une insistance excessive de l'INSD sur la collecte de données conduisant ainsi à un manque de ressources humaines et financières pour l'analyse et la diffusion suffisantes au profit des parties prenantes externes.
- L'évaluation note également que certains des défis sont externes à l'INSD. Ces défis comprennent un manque de clarté concernant les mandats entre plusieurs producteurs de statistiques, un manque de coordination claire au niveau des acteurs étatiques, un manque de ressources proportionnées aux niveaux d'ambition et un manque de coordination entre les bailleurs de fonds.
- Le manque de ressources et la faible coordination sont identifiés comme les principales causes de la non-durabilité du programme tel qu'il est conçu.

Nota Bene : L'évaluation note que le Burkina Faso fait face à une crise humanitaire sans précédent liée à une augmentation régionale de la violence avec des niveaux alarmants d'insécurité alimentaire et de malnutrition ainsi que des déplacements de population majeurs. Fin février 2020, selon OCHA, 2,2 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire et plus de 765 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays. Plus de 95% des déplacés internes sont hébergés par des communautés hôtes.

Conclusions

L'évaluation conclut qu'il est clair que la collaboration visait à renforcer les capacités, notamment en termes de méthodologie statistique, de technologie de l'information et de compétences en anglais. En outre, le rôle institutionnel a été clarifié et renforcé. En conséquence, il y a une régularité de la production de certaines statistiques à l'INSD, une augmentation de la capacité nationale de production statistique ainsi qu'une plus

grande prise de conscience des statistiques dans l'administration publique, y compris dans l'interaction avec les partenaires internationaux.

Il est également clair que la collaboration a été retardée à plusieurs reprises par des facteurs à la fois internes (manque de stratégie, faible coordination) et externes (manque de priorisation gouvernementale du secteur, manque de ressources, faible coordination entre les acteurs du secteur et, période et effets de la transformation de l'administration publique (lié au transfert de pouvoir en 2014), ainsi que les mouvements sociopolitiques et les défis sécuritaires).

Il n'a pas été possible pour cette évaluation d'évaluer l'impact en termes de bien-être de la population. L'évaluation conclut qu'il y a un impact institutionnel sur le secteur statistique. La production de statistiques est plus régulière et de meilleure qualité dans plusieurs secteurs. En outre, les capacités du personnel technique ont été améliorées et l'administration publique est devenue plus consciente de la nécessité des statistiques et les statistiques sont utilisées pour la planification et le suivi.

L'évaluation conclut en outre que l'élaboration et la diffusion de statistiques sur les indicateurs liés au genre et à l'environnement ont contribué à une meilleure compréhension de ces défis parmi les décideurs à plusieurs niveaux au Burkina Faso. Elle note également que les statistiques des entreprises ont été améliorées grâce à l'appui du projet ainsi que l'appui aux directions régionales qui a été un facteur important du projet même s'il était limité.

Recommandations

Au chapitre 5, l'équipe d'évaluation formule une série de recommandations s'adressant à des parties prenantes spécifiques et subdivisées à court, moyen et long terme.

Executive summary

Sweden's overall support to Burkina Faso has focused on democracy and human rights, natural resources and environmental issues, including resilience to climate change and capacity building in the statistical sector discussed here. In the period since September 2008, Sida supported a technical assistance project in two phases² to develop national statistics capacities. With Statistics Sweden (SCB) as implementing partner the first phase focused on development and production of selected statistical products, the second phase focusing on managerial capacity of the national statistics institute as well as methodological capacity of the statistics system as a whole. Focus has been on areas of fundamental interest for the implementation of the accelerated growth and sustainable development strategy (SCADD) and the monitoring of progress towards the achievement of the Millennium Development Goals (MDGs) and Sustainable Development Goals (SDGs), including the production of the Multisectoral Continuous Survey (EMS), foreign trade statistics, environmental statistics, IT infrastructure, etc. with the main objective of setting up a permanent system of data collection to feed the indicators of the national poverty reduction strategy and the MDGs. Gender and environmental statistics were prioritized and highlighted throughout the collaboration period.

This evaluation of Swedish support for the statistical system in Burkina Faso aims to contribute to a learning process. It aims to highlight the main achievements, gaps and salient challenges of Sida's long-term support for statistical development in Burkina Faso. The aim is to contribute to the planning process for possible future support, in particular for the period 2020-2023.

The objective of this evaluation is to assess the effectiveness, impact and sustainability of Swedish support and to make recommendations with a view to contributing to the discussions to come concerning the preparation of a new phase of Swedish support for statistics in Burkina Faso.

Findings

In chapter 3, based on a mixed methods methodology data collection, the evaluation presents a series of findings regarding this multi-year collaboration. Highlights include:

- A description of the overall statistics system, including a summary of the main statistical products, users and producers.
- A description of the collaboration over time and the institutional development of the national statistics and demography institute (INSD).

² In addition to this technical assistance project, Sweden provided financial support for carrying out the General Population and Housing Census (RGPH)

- A summary of achievements and challenges encountered during the implementation period. There is a consensus among stakeholders that a significant increase in methodological and logistical capacity for data collection has taken place. This has allowed some statistics to be produced regularly and at acceptable quality (ongoing household survey, external trade statistics, price indices, selected gender and environment statistics et cetera) while some themes have difficulty resourcing regular production. It is also noted that program activities planned have been implemented with varying success, with some being significantly delayed.
- Management challenges are noted and possible internal and external causes described. Among challenges that remain the evaluation identifies an INSD overemphasis on collection of data leading to a lack of sufficient analysis and dissemination for the benefit of external stakeholders.
- The evaluation also notes that some of the challenges are external to the INSD. Such challenges include a lack of clarity regarding mandates among multiple producers of statistics, a lack of clear coordination on behalf of the government, a lack of resources proportionate to ambition levels and a lack of coordination among supporting donors.
- The lack of resources and weak coordination are identified as the main causes for the programme not being sustainable as it is designed.

Nota Bene: The evaluation notes that Burkina Faso is facing an unprecedented humanitarian crisis linked to a regional increase in violence with alarming levels of food insecurity and malnutrition as well as major population displacements. By the end of February, according to OCHA, 2.2 million people were in need of humanitarian assistance and more than 765,000 people were internally displaced. More than 95% of IDPs are hosted in host communities.

Conclusions

The evaluation concludes that it is clear that the collaboration has helped build capacity, particularly in terms of statistical methodology, information technology and English skills. In addition, the institutional role has been clarified and strengthened. As a result, there is a regularity in the production of certain INSD statistics and an increase in the national capacity for statistical production as well as a greater awareness of statistics in public administration, including in interaction with international partners.

It is also clear that collaboration has been delayed several times by both internal (lack of strategy, weak leadership) and external (lack of government prioritization of the sector, lack of resources, lack of sector coordination and transformation of public administration) factors.

It has not been possible for this evaluation to assess the impact in terms of population welfare. The evaluation does conclude that there is an institutional impact on the statistics sector. Production of statistics is more regular and of higher quality in multiple sectors. Furthermore, technical staff capacity has been improved and the state administration has become more aware of statistics and they are used for planning and follow-up.

Evaluation further concludes that the development and diffusion of statistics on indicators related to gender and the environment has contributed to a greater understanding of such challenges among decision-makers at multiple levels within Burkina Faso. It also notes that business statistics have been improved thanks to the project and that the support to the regional directorates was an important factor of the project even if it was limited.

Recommendations

In Chapter 5 the evaluation team makes a series of recommendations addressing specific stakeholders and subdivided in short, medium and long term.

1 Introduction

1.1 CONTEXTE

Le Burkina Faso est un pays sahélien d'Afrique de l'Ouest enclavé. Il s'étend sur 274 200 kilomètres carrés. Il est entouré par six (6) pays : le Mali, le Togo, le Ghana, le Bénin, le Niger, et la Côte d'Ivoire. Son climat est tropical avec une longue saison sèche et une saison des pluies relativement courte.

Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020), est le référentiel de développement au Burkina Faso sur la période. En dépit d'une situation sécuritaire sous-régionale et nationale dégradée, l'activité économique enregistre une accélération du rythme de sa croissance. En effet, les performances macroéconomiques indiquent un taux de croissance du PIB de 6 % en 2019 contre 6,8 % en 2018³. L'agriculture représente environ 30% du produit intérieur brut et occupe près de 80% de la population active. Cette économie nationale plutôt agricole est très fragile du fait de sa forte dépendance à la pluviométrie et de sa faible mécanisation. La productivité demeure encore faible et l'emploi en milieu rural très précaire.

Le secteur secondaire (18,3% du PIB en 2017) est, à quelques exceptions près, dominé par des petites et moyennes entreprises et industries. L'ensemble de ces unités ont des possibilités d'expansion très limitées du fait des coûts élevés des facteurs de production et elles connaissent de ce fait des problèmes de compétitivité. Les activités du tertiaire, composées du commerce, des services des administrations publiques comme privées, des prestations de services intellectuelles, contribuent pour 53,0% au PIB.

En termes d'emploi, l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel de 2015 (ENESI 2015)⁴ estime à 10,8% le taux de salarisation au niveau national. Ce taux baisse à 8,4% si on exclut le secteur agricole. Lorsqu'on s'intéresse à la proportion des travailleurs bénéficiant d'une couverture de sécurité sociale, on peut noter qu'elle n'était que de 2,1% en 2015 selon la même source. En dépit de l'accélération de la croissance au cours de ces dernières années, la précarité reste un problème pour les travailleurs burkinabè et un défi pour les Autorités du pays.

Nota bene : En termes de contexte social, le Burkina Faso est confronté à une crise humanitaire sans précédent liée à une augmentation régionale de la violence. En décembre 2019, UNICEF a rapporté qu'il y a eu 588 incidents de sécurité en 2019

³ www.afdb.org

⁴ INSD, les comptes nationaux trimestriels (quatrième trimestre 2017)

avec 1082 personnes (dont 29 enfants) tuées et que le nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) avait augmenté de façon exponentielle, passant de 82 000 en janvier 2019 à 560 000 en décembre 2019, soit plus de six fois supérieur.⁵

La situation actuelle est rendue complexe par une annonce d'un niveau alarmant d'insécurité alimentaire et de malnutrition en 2020. En effet, les données du cadre harmonisé de novembre 2019 informent que plus de 1,2 million de burkinabè ont besoin d'assistance alimentaire immédiate en situation courante et que cette situation pourrait encore se dégrader.⁶ En fin février 2020, selon OCHA, la situation s'était encore détériorée avec 2,2 millions de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire et plus de 765 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. Plus de 95% des déplacés internes sont accueillis dans des communautés hôtes.⁷

1.2 LE SOUTIEN SUEDOIS EVALUE

Le soutien global de la Suède au Burkina Faso s'est concentré sur la démocratie et les droits de l'homme, les ressources naturelles et les questions environnementales, y compris la résilience au changement climatique et le développement des capacités du secteur statistique traité ici.⁸ L'Asdi a soutenu un projet d'assistance technique⁹ en deux phases pour développer les capacités de statistiques nationales. La première phase a démarré en septembre 2008 suite à une demande du gouvernement du Burkina Faso de soutenir le Schéma directeur de la statistique 2004-2009 (SDS) par le biais de Statistics Sweden (SCB). La deuxième phase de la coopération a débuté en 2012 avec pour objectif de renforcer la production et l'utilisation des statistiques à la fois à l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) et dans les autres institutions publiques membres du Système National de Statistique du Burkina Faso - notamment dans les domaines d'intérêt fondamental pour la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) et le suivi des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des objectifs de développement durable (ODD). Cette deuxième phase a apporté son soutien au renforcement des capacités institutionnelles de l'INSD et du SSN avec un accompagnement technique à la mise en œuvre de l'Enquête Multisectorielle Continue (EMC). Il faut noter que parallèlement à cette phase, la Suède a apporté un appui financier pour la réalisation de l'Enquête Multisectorielle Continue (EMC).

⁵ UNICEF Burkina Faso Humanitarian Situation Report # 10 Dec 2019 <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/unicef-burkina-faso-humanitarian-situation-report-no-10-december-2019> téléchargé 2020-03-07.

⁶ OCHA - Burkina Faso Plan de Réponse Humanitaire 2020 : Sommaire exécutif (janvier 2020) <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-plan-de-r-ponse-humanitaire-2020-sommaire-ex-cutif-janvier-2020> téléchargé 2020-03-07.

⁷ OCHA - Rapport de situation - Faits saillants (27 févr. 2020) <https://reliefweb.int/country/bfa> téléchargé 2020-03-01.

⁸ <https://www.sida.se/English/where-we-work/Africa/Burkina-Faso/>

⁹ En plus de ce projet d'assistance technique, la Suède apporte un appui financier à la réalisation du Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH)

L'objectif global de ce projet d'assistance technique était de renforcer la production et l'utilisation des statistiques à la fois à l'INSD et dans d'autres institutions publiques membres du Système Statistique National du Burkina Faso (SSN), en particulier dans les domaines d'intérêt fondamental pour la mise en œuvre de la SCADD, le plan national de développement économique et social (PNDES) et le suivi des progrès vers les OMD et les ODD.

Les questions de genre ont été priorisées et soulignées par le gouvernement du Burkina Faso pendant toute la durée du projet. Il en va de même pour les statistiques environnementales. Pour ces dernières, quatre domaines ont été priorisés : le développement d'une base de données pour les statistiques environnementales, l'amélioration de la qualité des estimations d'émissions de gaz à effet de serre, l'élaboration de comptes environnementaux et l'évaluation quantitative des impacts environnementaux sur les déchets, l'agriculture et l'exploitation minière.

En 2019, l'aide humanitaire suédoise au Burkina Faso était principalement multilatérale par le biais d'un appui budgétaire aux agences des Nations Unies, mais comprenait aussi un soutien de projet/programme à l'UNICEF et à Action contre la faim.¹⁰

1.3 OBJET DE L'EVALUATION

Après plus de dix ans, les parties prenantes de la coopération entre la Suède et le Burkina Faso dans le cadre du renforcement de la production statistique au Burkina Faso cherchent désormais à tirer les enseignements qui permettraient de mieux orienter le soutien futur. La présente évaluation du soutien suédois au système statistique du Burkina Faso vise à contribuer à ce processus d'apprentissage. Elle vise à mettre en évidence les principales réalisations, les lacunes et les défis clés de l'appui à long terme de l'Asdi au développement statistique au Burkina Faso. L'objectif est de contribuer au processus de planification pour un éventuel soutien futur, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de coopération bilatérale entre la Suède et le Burkina Faso sur la période 2018-2022.

Ce document est le rapport de l'évaluation du soutien suédois au secteur statistique au Burkina Faso 2008-2017. Il a été revu par l'assureur qualité, M. Kim Forss.

1.4 PORTEE DE L'EVALUATION

La portée de l'évaluation concerne les deux phases de coopération entre l'INSD du Burkina Faso et la SCB de septembre 2008 à juin 2012 et de septembre 2012 à mars 2017.

¹⁰ <https://www.sida.se/globalassets/sida/eng/how-we-work/humanitarian-aid/hca-2019/hca-mali-2019.pdf>

1.5 QUESTIONS D'EVALUATION

L'objectif de cette évaluation est d'apprécier *l'efficacité, l'impact et la durabilité* du soutien suédois et de formuler des recommandations en vue de contribuer aux discussions à venir concernant la préparation d'une nouvelle phase de soutien suédois au domaine statistique au Burkina Faso.

Les questions d'évaluation sont présentées dans la matrice des questions d'évaluation en annexe 4.

1.6 LIMITES/DEFIS

Bien que les activités et les produits aient été cartographiés dans les rapports et évaluations de projets, l'attribution des résultats identifiés au projet dans ce rapport est basée sur les perceptions des personnes clés et l'analyse par l'équipe d'évaluation. Cette attribution n'est pas plus forte que les hypothèses sur lesquelles elles sont fondées et de multiples facteurs externes ont également influencé les résultats. Le temps et les ressources alloués à l'évaluation ont été suffisants pour apprécier les résultats organisationnels et institutionnels, mais n'ont pas permis de documenter l'impact en termes de résultats d'utilisation des statistiques produites.

Pour des raisons logistiques (et de sécurité), les visites prévues dans deux départements régionaux de statistique ont été annulées. Les effets de collaboration à ce niveau ont donc été explorés à travers des entretiens dans la capitale ou par téléphone.

L'équipe a eu l'occasion d'interviewer plusieurs personnes clés ayant une implication historique dans la mise en œuvre, répondant ainsi à certains des défis de collecte de données liés à la mobilité du personnel. L'équipe d'évaluation note également que le Burkina Faso a subi d'importants changements politiques/administratifs pendant la période d'appui. En lien avec ces changements, il existe des lacunes dans la documentation disponible. Ce problème a été en partie résolu par l'existence d'évaluations antérieures.

Le plus grand défi rencontré par l'équipe a été le manque d'accès aux données et sources de données pertinentes. Le gros de la documentation pertinente demandée début décembre a été partagé avec l'équipe le 17 janvier. La lettre d'introduction de l'INSD a été distribuée le 22 janvier, deux jours avant la fin de la visite prévue dans le pays par l'équipe¹¹. De telles lettres d'introduction sont nécessaires pour avoir accès aux fonctionnaires du gouvernement au Burkina Faso. En raison de la production tardive de cette lettre, l'équipe d'évaluation a utilisé plusieurs homme-jour dans des tentatives infructueuses pour avoir accès à des personnes clés et enfin n'a pas eu accès à des personnes clés non-INSD pendant la majeure partie de son séjour à Ouagadougou. Cela a principalement eu un impact sur les données disponibles concernant les perceptions des utilisateurs de produits statistiques et sur la

¹¹ Les efforts de l'équipe pour accéder à la documentation et aux informateurs clés sont décrits en annexe 6.

cartographie de la production de statistiques non-INSD (telles que les unités statistiques de quelques ministères d'exécution et leurs homologues des agences des Nations Unies).

En conséquence, l'analyse de ce rapport en termes d'impact est centrée sur le développement institutionnel de l'INSD et les effets constatés sur les relations professionnelles au sein du secteur statistique du pays. L'impact sur le bien-être des bénéficiaires finaux, par exemple grâce à une meilleure planification gouvernementale ou à des services fournis grâce à un meilleur accès aux statistiques, n'a pas pu être évalué au-delà des perceptions des personnes clés interrogés. De même, la discussion sur la durabilité se limite à la durabilité des activités INSD et de la production de statistiques.

2 Approche

Les Termes de Références précisent qu'un « accent sur l'utilisation » (*utilisation focus*)¹² doit être appliqué au processus d'évaluation, en privilégiant une méthodologie sensible au genre. Les principaux utilisateurs potentiels des résultats de l'évaluation sont le Département Afrique de l'Asdi, l'Ambassade de Suède à Ouagadougou et SCB. Au cours de la phase de démarrage, il a été convenu que « l'accent sur l'utilisation » impliquerait une réunion de démarrage, des contacts itératifs sur le processus d'évaluation avec les autorités nationales compétentes et une session de partage/validation/interprétation conjointe des données à la fin de la mission dans le pays.

La méthodologie sensible au genre est restée pertinente tout au long de la démarche. Cependant, la nature technique de l'évaluation et les ressources disponibles n'ont pas permis une large utilisation des méthodes participatives recherchant le point de vue des populations affectées. La répartition par sexe des personnes clés a tenu compte du personnel existant dans les institutions concernées.¹³ L'équipe d'évaluation a cherché à être consciente de la représentation biaisée du genre parmi les personnes clés, cherchant à appliquer conceptuellement une approche sensible au genre dans la collecte de données et l'analyse subséquente. Les limites et les contraintes de l'approche genre sont prises en compte dans le cadre de la présente étude. A cet effet, tout au long du processus d'évaluation, nous avons cherché à être inclusifs et respectueux de toutes les parties prenantes, en prêtant attention à l'inclusion des perspectives masculines et féminines. Les données collectées ne fournissent que des preuves limitées des changements dans les relations de genre et de pouvoir. Une analyse distincte du degré d'intégration de la dimension de genre a été réalisée.

Étant donné que l'un des domaines d'intervention du projet est la statistique environnementale, une attention particulière a été portée aux ministères en charge de l'environnement, de l'eau, de l'assainissement et de l'agriculture pour discuter de la production et de l'utilisation de données intéressantes pour leurs secteurs respectifs.

L'évaluation a été mise en œuvre en trois phases : revue documentaire, mission sur le terrain, et analyse et synthèse pour la rédaction du rapport.

¹² Dans le secteur de l'évaluation, cette méthodologie est interprétée différemment par différents exécutants. Du côté de la recherche universitaire, un processus en plusieurs étapes assez détaillé est défini tandis que les commissaires à l'évaluation se penchent souvent vers des modèles « d'utilisation prévue pour les utilisateurs visés », ce qui souligne que l'évaluation devrait être conçue pour répondre aux besoins des utilisateurs primaires plutôt que pour atteindre une norme de référence, de validité et de fiabilité "scientifiques". *Utilization-Focused Evaluation*, 4th ed, Michael Quinn Patton Sage Publications, 2008; résumé sur https://www.researchgate.net/publication/225981411_Utilization-Focused_Evaluation_Checklist

¹³ Parmi les personnes interrogées, 6 au total étaient des femmes et 45 des hommes. Nous ne disposons pas de données sur la répartition par sexe du personnel dans les institutions/ministères interrogés.

2.1 METHODOLOGIE/COLLECTE DE DONNEES

Deux types de données ont été utilisés : des données secondaires (ouvrages, textes et documents internes à l'INSD) et des données primaires (perceptions des cibles (producteurs et utilisateurs de données statistiques) par rapport par exemple à la prise en compte du Genre dans la production des données statistiques ; surtout, les utilisateurs ayant utilisé les statistiques fournies visant la réduction de la pauvreté et l'équité Genre dans le cadre du projet).

La matrice des questions d'évaluation figurant en annexe 4 a été utilisée comme guide d'entretiens. Au cours de chaque entretien, elle a été contextualisée pour s'adapter au rôle et à la connaissance du projet par les répondants. Les évaluations existantes ont été utilisées à la fois comme sources de données secondaires et pour la triangulation des perspectives des personnes clés. Les entretiens ont été semi-structurés plutôt que des formats standardisés. Cette pratique a permis une exploration constructive des composantes du projet qui ont plus ou moins réussi et de saisir les perspectives des parties prenantes sur la manière de s'améliorer. Compte tenu de notre dépendance à l'égard des personnes clés dans la collecte des données, l'échantillonnage des personnes interrogées a été crucial.

La méthodologie retenue s'est appuyée sur un échantillonnage raisonné à tous les niveaux, y compris du bailleur de fonds (Asdi), du personnel du projet SCB/INSD, d'autres représentants des institutions productrices de statistiques, des principaux utilisateurs (représentants des ministères concernés et structures décentralisées) ainsi que des institutions régionales du Secteur statistique. L'échantillon initial était basé sur la liste de contacts fournie par l'ambassade/SCB/INSD pendant la phase de démarrage, complétée par des techniques de boule de neige dans un processus interactif. Les entretiens ont ainsi été réalisés avec :

- Le personnel de l'Ambassade à Ouagadougou ;
- Certains partenaires gouvernementaux, au niveau central et déconcentré ;
- Quelques Partenaires techniques et financiers parmi lesquels l'Union Européenne, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- Le secteur privé ;
- L'Université ;
- Les Organisations non gouvernementales ;
- Les personnes ressources.

Nous avons exploré dans quelle mesure les politiques et pratiques en vigueur au sein du système statistique national respectent les principes fondamentaux repris dans la Charte africaine de la statistique en matière d'organisation, de production, de qualité, de diffusion. Le choix des personnes clés a été effectué en fonction de leur connaissance du domaine statistique, de leur implication dans la mise en œuvre du projet et de leur fonction au sein de certaines institutions.

L'évaluation a porté notamment sur les points suivants : le cadre législatif et réglementaire qui régit les activités statistiques, l'appareil de production statistique, l'analyse, la diffusion, l'archivage et l'utilisation des données statistiques en

conformité avec les actions entreprises dans le cadre du soutien suédois au secteur statistique au Burkina au cours de la période 2008-2017. A cet effet, l'équipe d'évaluation a organisé des entretiens avec les principaux services producteurs de statistiques publiques et les principaux utilisateurs, y compris les chercheurs, la société civile et les partenaires au développement (Cf. annexe 2). Au total l'équipe d'évaluation a interviewé une cinquantaine de personnes du 13 janvier au 10 février 2020¹⁴ pour les besoins de la collecte des données. Pour ce faire, l'équipe d'évaluation a élaboré un guide d'entretien.

Les consultants se sont concentrés sur leurs spécialités respectives. Le chef d'équipe s'est concentré sur l'organisation et la gestion, complété par l'expert en statistiques qui a apporté son expertise à la fois sur le contexte du secteur statistique et des perspectives comparatives, situant le secteur des statistiques burkinabè par rapport aux autres secteurs statistiques nationaux de la région.

Une approche sensible au genre et axée sur l'équité a été utilisée dans cette évaluation. L'objectif était d'évaluer le degré de changement dans la prise en compte des relations de genre et de pouvoir à la suite des interventions du projet. À cette fin, des informations et des données indiquant si les hommes et les femmes étaient affectés différemment et dans quelle mesure cela a contribué à l'égalité des sexes, aux droits de l'homme et à l'autonomisation des femmes ont été collectées et analysées. L'outil de Claudy Vouhé appelé Gender Integration Quotient (QIG), qui est un outil pour évaluer le niveau de prise en compte du genre dans un programme, a été utilisé à cette fin¹⁵.

En ce qui concerne le volet Environnement (dont l'eau et l'assainissement), compte tenu du fait que cette dimension constitue l'un des secteurs prioritaires dont les statistiques devraient recevoir l'appui du projet, le consultant s'est assuré dans l'échantillonnage des institutions et personnes à rencontrer, à inclure les structures sectorielles pertinentes que sont le Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC) et le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA), et notamment à travers leurs Directions Générales des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS) respectives.

Les échanges avec les ministères d'exécution ont permis de trianguler les informations issues de la recherche documentaire et des échanges avec le personnel de l'INSD et de SCB.

2.2 PROCESSUS D'ANALYSE ET D'ELABORATION DE CONCLUSIONS

Les critères d'évaluation utilisés pour cette analyse sont l'efficacité, l'impact et la durabilité. Cela devrait être interprété comme se rapportant principalement à l'efficacité institutionnelle, à l'impact organisationnel et à la durabilité en termes

¹⁴ Face à face au Burkina, ou par Skype.

¹⁵ Cf. annexe 4 ou https://www.genreenaction.net/IMG/pdf/Art_Vouhi.pdf

d'activités et de production de statistiques. Comme mentionné dans la section sur les limitations ci-dessus, il n'a pas été possible d'évaluer l'impact en termes de bien-être de la population ou similaire.

Le cadre d'évaluation pour les aspects de renforcement des capacités s'est basé sur le concept du CAP : Connaissances, Aptitudes et Pratiques. Le CAP est un outil qui, appliqué aux organisations, cherche à mesurer les résultats des efforts de renforcement des capacités. Il vise à évaluer trois aspects : le niveau de changement dans les connaissances, dans les attitudes motivant les comportements ainsi que dans les pratiques et la gestion de l'organisation étudiée.

Au-delà de la vérification des résultats obtenus dans le cadre du soutien suédois au secteur statistique au Burkina au cours de la période sous revue, l'évaluation a consisté, pour certains produits, à se faire une idée de la qualité des produits par rapport aux normes en usage. Dans la mesure où le SSN, notamment dans le cadre de la démarche SDS, doit répondre aux besoins des utilisateurs, l'évaluation a accordé une grande importance aux appréciations portées par les utilisateurs sur les produits du système statistique. L'évaluation réalisée repose principalement sur une comparaison régionale basée sur l'expérience de l'expert en statistique, en tenant compte des normes AFRISTAT.

Les données recueillies ont été régulièrement partagées au sein de l'équipe d'évaluation. Cela a été fait verbalement quotidiennement lors des réunions de « partage des données et analyse conjointe en fin de la journée » ainsi que documenté dans un document Excel basé sur la matrice des questions d'évaluation. Des réunions quotidiennes ont également été utilisées pour hiérarchiser et adapter la planification de la collecte de données ainsi que pour développer une analyse d'équipe des questions à considérer.

A l'issue de la mission, les points forts et les points faibles de l'INSD et du système statistique ont été discutés avec les personnes rencontrées afin d'apprécier l'efficacité, l'impact institutionnel et la durabilité des activités et la production statistique attribuable au soutien suédois et de formuler des recommandations en tant que contribution aux discussions à venir concernant la préparation d'une nouvelle phase de soutien suédois au domaine des statistiques au Burkina Faso. Ainsi, la mission a formulé des recommandations et présenté ses conclusions au cours d'une réunion de restitution tenue à l'Ambassade de Suède à Ouagadougou le 24 janvier 2020.

Des sections spécifiques pour le rapport ont été rédigées par le consultant concerné dans le texte final synthétisé par le chef d'équipe. Sur la base des discussions de l'équipe et des commentaires des parties prenantes, des conclusions et des recommandations ont été rédigées par le chef d'équipe, partagées avec l'équipe, examinées par l'assureur qualité et rééditées avant la présentation dans ce rapport.

3 Constats

3.1 PRESENTATION DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL DU BURKINA FASO

3.1.1 Cadre juridique

La base légale du système statistique national est constituée par la loi n° 012-2007/AN du 31 mai 2007 portant sur l'organisation et la réglementation des activités statistiques. Cette loi définit les principes fondamentaux qui régissent les activités statistiques et définit le système statistique national. Deux décrets et deux arrêtés complètent la loi :

- Le décret n° 2007-720/PRES/PM/MEF du 7 novembre 2007 fixant les conditions et les procédures de réalisation des recensements et enquêtes statistiques par les services et organismes statistiques publics auprès de personnes ne faisant pas partie de ces structures. Ce décret instaure une procédure d'autorisation préalable (visa) pour ces opérations statistiques ;
- Le décret n° 2007-741/PRES/PM/MEF du 19 novembre 2007 portant sur les attributions, organisation et fonctionnement du système statistique national ;
- L'arrêté n° 2007-767/MEF/CAB du 31 décembre 2007 fixant les modalités de communication des données aux services et organismes statistiques relevant du système statistique national par les administrations et organismes publics ;
- L'arrêté n° 2007-785/MEF/CAB du 31 décembre 2007 portant sur la création, les attributions, la composition et le fonctionnement des commissions spécialisées du Conseil National de la Statistique.

3.1.2 Cartographie du système statistique national (SSN)

Aux termes de l'article 3 du décret n° 2007-720 du 7 novembre 2007, le système statistique national comprend :

- « le Conseil National de la Statistique ;
- l'Institut National de la Statistique et de la Démographie ;
- les autres structures statistiques publiques spécialisées ;
- les institutions de formation statistique et démographique ».

Le Conseil National de la Statistique (CNS) veille à la coordination des activités statistiques, au respect des principes fondamentaux qui régissent les activités statistiques et assure la concertation entre les producteurs et les utilisateurs de l'information statistique (article 5 du décret précité).

L'INSD est l'organisme statistique central du système statistique national. Il est le principal producteur de statistiques publiques du pays.

Les autres structures statistiques spécialisées comprennent les unités qui produisent et diffusent des statistiques au sein des ministères et des organismes publics et parapublics.

En conséquence, la production de statistiques au Burkina Faso est décentralisée à près de 30 unités institutionnelles. Chacune produit des statistiques pour le ministère de tutelle spécifique de l'agence au sein de laquelle elle est hébergée. Le mandat de l'INSD consiste à soutenir ces autres producteurs et à assurer le développement des capacités et le contrôle de la qualité dans l'ensemble du système. Selon plusieurs personnes clés, l'INSD a du mal à exercer ce rôle car son mandat n'est pas en adéquation avec le contrôle de son propre budget et n'inclut pas le droit d'établir des normes pour d'autres entités gouvernementales.

Les institutions de formation en statistique et démographie à caractère professionnel implantées au Burkina Faso se limitent à l'Ecole Nationale des Régies Financières (ENAREF) au sein de laquelle deux filières de formation de cadres moyens (Adjoints et Agents Techniques de la Statistique) ont été ouvertes en 2004. Ces deux filières ont été renforcées avec l'ouverture d'un nouveau cycle de formation de cadres en statistique et développement dénommé « Conseiller en statistique et analyse du développement (CSAD) » à l'ENAREF depuis la rentrée académique 2017-2018. Pour la formation des statisticiens de niveaux supérieurs (Ingénieurs des Travaux Statistiques et Ingénieurs Statisticiens Economistes), le Burkina Faso utilise les services des écoles de statistique situées à l'étranger et notamment l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan, l'Ecole nationale de la statistique et de l'analyse économique (ENSAE-Sénégal) et l'Institut Sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA) de Yaoundé. Quant aux démographes, ils sont formés pour l'essentiel à l'Institut de formation et de recherches démographiques (IFORD) de Yaoundé et à l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki Zerbo de Ouagadougou.

Au Burkina Faso, 32 départements ministériels pleins sont au service de l'administration publique¹⁶. Chaque Ministère est structuré suivant un organigramme propre¹⁷ et comporte une Direction Générale des Etudes et Statistiques Sectorielles (DGESS) qui a pour vocation de collecter les données, de les organiser et de les mettre à la disposition des autres départements ministériels ainsi que de l'INSD. En effet, sous la supervision du Conseil national de la statistique (CNS) et avec la collaboration des différentes Directions générales des études et des statistiques sectorielles dans les ministères, des statistiques sont produites au sein de chaque département ministériel.

De manière générale, la plupart des structures du SSN visitées assurent convenablement leur mission de production de l'information statistique dans leurs domaines respectifs. Ce mandat, institué par le décret portant organisation de leur ministère de tutelle, est confirmé dans des lettres de mission établies annuellement par le Gouvernement pour chaque structure.

Malgré les acquis avec l'existence des DGESS, l'évaluation a noté la nécessité d'actualiser les textes de base (loi, décrets et arrêtés d'application). En effet, les textes

¹⁶ Veuillez consulter le tableau en annexe 5.

¹⁷ cf. l'organigramme du Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire sur le site <https://www.action-sociale.gov.bf/ministere/organisation>.

disponibles ne suffisent pas à garantir un bon fonctionnement du système d'information statistique dans les départements ministériels. En général, les organigrammes précisent les attributions des services mais ils ne sont pas toujours accompagnés de textes qui organisent l'activité de développement de la production statistique.

Le système statistique du Burkina étant décentralisé, une forte coordination est nécessaire pour assurer son bon fonctionnement et garantir l'utilisation des mêmes normes et des mêmes nomenclatures. Aujourd'hui, l'INSD assure cette fonction de coordination du SSN avec les moyens modestes dont il dispose. De l'avis de plusieurs utilisateurs rencontrés, la suppression du Secrétariat permanent du Conseil national de la statistique (SP-CNS) constitue un recul dans le processus de développement de l'appareil statistique national. Celle-ci a un impact négatif sur l'efficacité de la coordination, la qualité de la production, la capacité de dialogue avec les hautes autorités, les Partenaires techniques et financiers (PTF) et les acteurs du SSN.

3.1.3 Production statistique de l'INSD

L'INSD est le principal producteur de statistiques publiques au Burkina Faso. Il est responsable de l'exécution des recensements généraux de la population et de l'habitat, des grandes enquêtes auprès des ménages et des recensements industriels. Il élabore et publie les comptes nationaux, les statistiques du commerce extérieur, l'indice des prix à la consommation et d'autres synthèses statistiques.

Selon la majorité des répondants, l'INSD dispose d'une expertise reconnue dans le domaine des grandes opérations statistiques : recensements et enquêtes. Cinq (5) recensements généraux de la population ont été réalisés respectivement en 1975, 1985, 1996, 2006 et 2019. Le Burkina Faso est ainsi l'un des rares pays africains francophones à respecter la périodicité décennale de cette opération statistique d'envergure.

Si le domaine des recensements et enquêtes auprès des ménages a connu un développement continu, il n'en est pas de même pour la production statistique courante qui traverse une crise depuis une dizaine d'années. Certaines publications comme l'annuaire statistique ont connu une interruption de plusieurs années et ont repris grâce aux projets d'appui des Partenaires techniques et financiers, tandis que certaines publications accusent des retards de plusieurs années.

Certains interlocuteurs clés notent que l'INSD est favorable à des enquêtes nationales à grande échelle et a résisté aux appels des parties prenantes pour développer la capacité de mener des enquêtes thématiques ciblées à plus petite échelle, géographiquement limitées. Le système d'incitation, qui privilégie le temps passé sur le terrain, est identifié comme contribuant à la collecte de données à grande échelle au détriment d'une meilleure adaptation aux besoins des utilisateurs, ainsi qu'à des activités de collecte et d'analyse post-données et de diffusion.

Il faut souligner que l'objectif recherché à travers les enquêtes réalisées par l'INSD est de renseigner un certain nombre d'indicateurs de couverture nationale. Cependant, compte tenu des coûts très élevés de ces opérations d'enquêtes leur soutenabilité à long terme risquerait de poser des problèmes quant au respect de leur calendrier. A cet effet, l'INSD devrait poursuivre ses efforts en vue d'améliorer les

mécanismes de collecte et de traitement des données de sources administratives pour renseigner certains indicateurs (statistiques judiciaires, statistiques de l'état civil par exemple) de suivi des ODD.

Il ressort des entretiens accordés à la mission par quelques utilisateurs, une appréciation positive du système statistique du Burkina Faso. Ces derniers reconnaissent les nombreux efforts qui ont été faits pour l'amélioration de son organisation institutionnelle et son fonctionnement, de sa production tant du point de vue de sa qualité que de sa régularité et de son financement. Ils apprécient également sa capacité de neutralité qui fonde sa crédibilité. Toutefois, ils n'ont pas manqué d'identifier quelques lacunes et proposer des axes d'amélioration pour le rendre encore plus performant. Il s'agit notamment de :

- Renforcer la capacité de gestion des ressources humaines ;
- Rendre plus adéquat le dispositif statistique pour un meilleur suivi du PNDES, de l'agenda 2063 de l'UA et des ODD ;
- Renforcer la collecte de certaines statistiques notamment celles nécessaires au suivi des indicateurs de la Gouvernance-Paix et Sécurité (GPS) ;
- Améliorer la production des statistiques courantes au niveau de l'INSD ;
- Automatiser la production des statistiques courantes au niveau SSN ;
- Améliorer la qualité des produits statistiques ;
- Harmoniser les concepts et les méthodologies des produits statistiques du SSN ;
- Approfondir l'exploitation et l'analyse des données des grandes enquêtes ;
- Mettre en place un cadre de coordination des interventions des partenaires techniques et financiers qui soutiennent la production des statistiques.

3.2 EFFICACITE

La documentation du projet et les rapports d'évaluation existants énumèrent une série d'activités et de résultats prévus et réalisés. De façon générale, les entretiens ont également fait ressortir que le financement de la Suède a contribué à la réalisation d'une série de résultats. Au cours de la première phase, l'accent a été mis sur la création de types spécifiques de statistiques nationales et le renforcement des capacités de production de statistiques de base. La deuxième phase, conçue en étroite collaboration avec les parties prenantes du SSN, a mis l'accent sur la gouvernance et la gestion de l'INSD à un degré plus élevé. Les composantes importantes de la collaboration comprennent les éléments suivants :

- Produire certaines statistiques de base avec une régularité acceptable notamment les comptes nationaux, les statistiques du commerce extérieur, l'annuaire statistique de l'environnement, le registre statistique des entreprises, l'indice des prix ;
- Poursuivre le développement des Statistiques Genre à travers les livrets « Femmes et hommes au Burkina Faso » ("le livret genre") aux échelles nationales et régionales avec une formation des acteurs dans le domaine du Genre - le Ministère sectoriel en charge du Genre s'est approprié l'activité avec beaucoup de réussite ;

- Renforcer les capacités techniques des cadres du Système statistique national (SSN) dans les compétences informatiques (financement et formation du personnel, mise en place d'une infrastructure informatique) ;
- Renforcer les capacités techniques des cadres du Système statistique national (SSN) sur les questions méthodologiques pour la production des statistiques de qualité (appui à l'enquête multi-sectorielle, EMC) ;
- Renforcer les capacités techniques des cadres du Système statistique national (SSN), notamment la prise de conscience de l'importance de différencier par genre et les défis méthodologiques liés à ce but ;
- Renforcer les capacités en communication professionnelle internationale des cadres du Système statistique national (SSN) par des cours en anglais ;
- Renforcer les capacités des régions par l'appui aux bureaux régionaux de l'INSD ;
- Mettre à la disposition de l'INSD un document d'orientation générale (Guide managérial) pour renforcer et améliorer la gouvernance au sein de cette institution ;
- Combler les déficits de financement en attirant des financements supplémentaires en menant des enquêtes pour le compte des parties prenantes concernées (avec des conséquences sur les plans annuels ...).

Plusieurs personnes interrogées ont soulevé l'insuffisance de la fonction communication au sein de l'INSD comme obstacle majeur à une appropriation des produits de l'INSD. Une importance excessive accordée à la production de statistiques, au détriment de l'analyse et de la diffusion, a été identifiée à plusieurs reprises comme un problème. Des exemples concrets ont été donnés, notamment de longs délais entre la diffusion des données collectées ainsi qu'une faible hiérarchisation des activités de diffusion par rapport à la concentration continue sur la réalisation d'enquêtes. Les utilisateurs ont été cités comme frustrés en raison des difficultés d'accès aux données. Certains membres du personnel de l'INSD étaient frustrés que les données collectées et analysées n'aient néanmoins pas été diffusées.

D'autre part, le responsable du personnel des statistiques du Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille, qui a suivi le projet, a été frustré par l'absence de procédures de gestion de projet appropriées. Les acteurs des ministères associés au projet ont eu du mal à assurer une bonne planification, gestion et suivi des activités. Le fait que la gestion financière soit centralisée à l'INSD a été cité par des acteurs extérieurs à l'INSD comme contraignant en termes de timing. Des défis pour assurer la cohérence entre les activités du projet, le programme d'activités des structures et le programme statistique national ont été observés tout au long du projet. Un manque de coordination des interventions des bailleurs de fonds a entravé la synergie et diminué la durabilité des réalisations. Plusieurs personnes interrogées ont souligné la nécessité d'impliquer les partenaires du secteur statistique dans l'élaboration du Schéma directeur de la statistique (SDS) afin que les ressources qui y sont affectées soient réalistes. Les statistiques étaient considérées comme marginalisées dans le processus de planification du développement.

De plus, selon les interviewés, il était difficile d'évaluer la satisfaction des utilisateurs avec, par exemple, le répertoire statistique des entreprises car aucune opération statistique n'était prévue pour remplir les indicateurs. De même, l'absence de dotation au niveau du budget national a conduit à ce que le livret hommes/femmes

qui est un acquis du projet, soit toujours produit mais, cette fois ci avec le soutien de partenaires internationaux. Il en va de même pour l'EMC, le RSE, les statistiques environnementales, l'annuaire des statistiques de l'environnement.

Cependant, une enquête sur la satisfaction des utilisateurs de statistiques officielles est réalisée chaque deux (2) ans et vise à fournir des informations pour apprécier la qualité des statistiques produites au niveau du système statistique national. Il ressort du rapport d'enquête 2017 que le niveau de satisfaction globale des utilisateurs est acceptable.

Selon les enquêtes de satisfaction des utilisateurs des statistiques menées respectivement en 2015 et 2017, les principaux points de satisfaction portent sur (i) la fiabilité avec 77,8% et 85,7% des utilisateurs totalement satisfaits respectivement des statistiques du répertoire statistique des entreprises (RSE) et du tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) (ii) la Clarté des méthodologies de production des statistiques officielles (61,5 à 72 % pour les dix meilleures), et (iii) sur les analyses faites des statistiques officielles (avec plus de 60% de totale satisfaction en général et même 83,3% en ce qui concerne les Statistiques monétaires et financières et sur les Indices harmonisés de Production Industrielle (IHPI).

Les rapports indiquent des améliorations en termes d'utilisation des statistiques officielles pour analyser les évolutions courantes en vue de prendre des décisions à court terme (82% en 2017 contre 75% en 2015), et pour analyser les tendances en vue de formuler des politiques à long terme (69,6% en 2017 contre 65,2% en 2015). Il faut cependant noter que les défis restent en matière de (i) respect des normes (43% des productions n'ont pas respecté les normes en matière de production statistique en 2016), (ii) respect de la périodicité de production, notamment sur les Statistiques de la pauvreté et des conditions de vie des ménages, les Statistiques de l'environnement et les Statistiques de l'eau potable et assainissement avec 22,6%, 33% et 47% de satisfaction totale respectivement en 2017. En outre les interlocuteurs ont insisté sur le défi d'avoir des statistiques désagrégés aux échelles régionales et communales.

Il faut noter que les enquêtes sur la satisfaction des utilisateurs 2015 et 2017 ne font pas mention des statistiques Genre ni des statistiques spécifiques aux gaz à effet de serre, pourtant très importants dans les résultats attendus et méritant d'être pris en compte.

Les statistiques produites étaient insuffisantes pour suivre le PNDES et les engagements pris au niveau international. Les personnes interrogées étaient d'avis que l'INSD n'a pas interagi de manière proactive avec les ministères d'exécution pour garantir la définition d'indicateurs réalisables lors de l'élaboration des politiques. Par exemple, l'existence de cadres parallèles de suivi du SDS et du suivi PNDES constitue un handicap car les programmes statistiques et leur bilan s'effectuent en dehors du cadre de PNDES. En conséquence, il devient difficile de suivre le développement avec les données fournies par l'INSD.

Au terme de la mise en œuvre de l'appui de la Suède, l'INSD dispose d'un Guide managérial. Le Guide a été révisé et sa mise en œuvre a été reportée à plusieurs reprises. Certaines sections sont mises en œuvre tandis que d'autres sensibles ont été difficiles à opérationnaliser. Le personnel suit une formation sur les implications du guide et la haute direction de l'INSD a décrété sa mise en œuvre complète à compter du 17 janvier 2020. L'opérationnalisation de ce Guide aura un impact certain sur la

gouvernance au sein de l'INSD notamment en ce qui concerne la circulation optimale de l'information et la mobilité horizontale et verticale du personnel.

Les questions qui restent à régler comprennent les éléments suivants :

- Problèmes de motivation pour le travail non-basé sur le terrain (incitations) ;
- Perte d'expérience si la mobilité est mise en œuvre ;
- Absence de cheminement de carrière menant à un roulement ;
- Absence de stratégie de ressources humaines à moyen et long terme ;
- Absence d'un cadre de concertation entre les producteurs et les utilisateurs nationaux en dehors du CNS ;
- Manque de mécanisme de coordination des partenaires techniques et financiers appuyant la statistique au Burkina.

La documentation du projet, y compris l'évaluation déjà faite, et les personnes clés notent constamment que les progrès ont varié considérablement entre les différentes productions statistiques et au fil du temps. Les activités de la collaboration ont été retardées à plusieurs reprises pour des raisons externes et internes. Ces raisons sont notamment : la rotation rapide du personnel dans la direction de l'INSD, l'engagement variable dans le secteur des statistiques de la part du gouvernement du Burkina Faso, des bouleversements politiques importants et la réorganisation des structures administratives de l'État (lié au transfert de pouvoir en 2014) ainsi qu'une période de faible direction à l'INSD.

La direction actuelle de l'INSD est relativement nouvelle et s'est montrée capable de combler certaines des lacunes de gestion héritées.

La majorité des institutions rencontrées a noté et déploré la faiblesse de la coordination qui compromet les efforts de relance et de revitalisation du SSN. Le manque de coordination entre les utilisateurs et les producteurs au niveau national est noté comme un problème qui doit être traité par le gouvernement, par exemple par le biais d'un renforcement du CNS. Ce problème est également noté parmi les sympathisants internationaux du SSN. Les parties prenantes soulignent que les différents donateurs accordent la priorité aux différentes activités liées à la production et à l'utilisation des statistiques et que les délais, le niveau de soutien et les résultats attendus ne correspondent pas.

3.3 IMPACT

3.3.1 Effet en termes d'organisation institutionnelle

Les rapports d'évaluation, le personnel actuel et ancien de l'INSD ainsi que les représentants du SSN sont en accord sur le fait que le soutien suédois a contribué au développement institutionnel de l'INSD, et grâce à ses efforts en faveur du SSN, l'ensemble du secteur. Les améliorations institutionnelles mentionnées incluent une plus grande clarté de son rôle institutionnel, le renforcement des capacités en termes informatiques, la méthodologie statistique et les compétences en communication (formation linguistique).

3.3.2 Effet en termes de culture statistique

La mise en œuvre du projet a permis d'améliorer la visibilité du SSN à la lumière des résultats obtenus en termes de production de données (comme la réalisation de

l'enquête multisectorielle) et de renforcement des capacités des cadres du SSN (pour de nombreuses questions méthodologiques et de formation en anglais).

En outre, le secteur privé burkinabè et la société civile reconnaissent de plus en plus l'importance des statistiques comme outils de suivi et d'influence sur la mise en œuvre des politiques et stratégies gouvernementales. Certains organes en charge du suivi de la mise en œuvre du PNDES, notamment les directions techniques des ministères, ont notamment souligné ce rôle et la collaboration nécessaire avec l'INSD, notant que les statistiques sont essentielles pour le suivi et l'évaluation du PNDES. La nécessité d'intégrer le prochain schéma directeur de la statistique (SDS) dans le prochain référentiel de développement a été soulignée.

Les représentants des institutions bénéficiaires rencontrées ont également confirmé qu'ils étaient impliqués dans la mise en œuvre du projet et que l'INSD est devenu une institution nationale de renforcement des capacités.

Selon les interlocuteurs, parallèlement, le manque d'un plan de carrière à l'INSD est identifié comme ayant contribué au roulement du personnel, créant des difficultés à la direction de l'INSD¹⁸. Un effet qui en découle est qu'un certain nombre (une majorité) de cadres supérieurs des unités statistiques des ministères d'exécution sont d'anciens membres du personnel de l'INSD. Plusieurs personnes interrogées le décrivent comme un avantage comparatif pour l'INSD en termes d'accès à ces ministères et à un réseau de professionnels occupant des postes clés au SSN.

3.3.3 Effet sur la production statistique

Avec l'accompagnement du projet, la réalisation de l'enquête multisectorielle, la production des comptes nationaux selon le SCN93 avec l'outil ERETES, la mise en place d'un répertoire des entreprises, l'élaboration des annuaires statistiques et la production régulière de l'Indice des prix à la consommation et de meilleures statistiques sur le genre ont été possibles.

Selon des personnes clés, cela a contribué à la régularité de la production statistique INSD et à une rotation du personnel raisonnablement faible au sein de l'institution. En outre, les répondants ont identifié le soutien suédois comme contribuant à une capacité nationale de production statistique élargie ainsi qu'à une plus grande prise de conscience - et par la suite à l'utilisation - des statistiques dans l'administration publique, y compris dans l'interaction avec les partenaires internationaux.

De l'avis de certains utilisateurs et des PTF rencontrés, parmi les domaines insuffisamment couverts et/ou les domaines où les données ne sont pas suffisamment désagrégées, on peut citer les statistiques de l'environnement, de l'emploi, de la justice, de l'action sociale ainsi que celles sur les migrations, le genre, l'état civil. De plus, les statistiques sur la pauvreté multidimensionnelle, l'emploi des femmes dans le secteur moderne, la sécurité alimentaire, la vulnérabilité, les violences faites aux

¹⁸ Dans les commentaires sur le projet de rapport, une partie prenante note que la présence des cadres de l'INSD dans les structures sectorielles n'est pas la résultante d'un manque d'opportunités de carrière à l'INSD. C'est une politique voulue et encouragée par l'INSD qui met ses cadres à la disposition de ces structures qui n'ont pas la possibilité d'en recruter

femmes et aux enfants, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées ne sont pas toujours disponibles.

Toutes les structures visitées par la mission ont affirmé que les délais entre le lancement d'une enquête et la publication des résultats ont considérablement diminué. Ce qui constitue un atout considérable pour la diffusion des données.

3.3.4 Effet sur la programmation statistique

C'est avec l'adoption en août 2003 du premier Schéma Directeur de la Statistique (SDS) couvrant la période 2004-2009 que le Burkina Faso s'est vraiment engagé dans la planification stratégique du développement de son système statistique national. Le SSN a consolidé cet acquis et aujourd'hui le Burkina Faso est en train de mettre en œuvre son SDS 2016-2020. Le SDS constitue le cadre de référence des interventions des partenaires pour l'amélioration de la statistique au Burkina Faso.

Le soutien de la Suède à la statistique a contribué à la consolidation de cette action à travers les formations-actions et la programmation efficiente des activités du Projet suédois dans le SDS.

Certaines des personnes interrogées ayant une bonne compréhension du fonctionnement de l'INSD ont noté des efforts pour rendre les données collectées plus pertinentes en fournissant des enquêtes thématiques sur mesure pour des zones géographiques plus limitées afin de fournir plus de détails et des temps de production plus courts. En général, la méthodologie d'une enquête dépend des ressources disponibles et des résultats recherchés. L'INSD a pour habitude de s'adapter à ces deux contraintes tout en maintenant un certain standard de qualité. Ainsi, avec l'accompagnement de la Coopération suédoise, à travers la réalisation de l'EMC des modules ont été introduits afin de prendre en compte certains besoins spécifiques des sectoriels.

3.3.5 Effet sur la diffusion des données

L'objectif des statistiques étant de contribuer à la prise de décision éclairée, les informations doivent être communiquées aux utilisateurs sous la forme souhaitée et au moment opportun. Il ressort de l'étude des entretiens réalisés que les outils et les canaux de diffusion les plus utilisés par les structures du SSN sont le support papier, le fichier électronique et la transmission systématique aux principaux utilisateurs et les bibliothèques.

Dans ce domaine, des progrès importants ont été faits au cours des dernières années. Les partenaires techniques et financiers notamment la coopération suédoise et l'Union européenne ont joué un rôle important à cet égard en fournissant une assistance technique et des moyens logistiques. Les publications sont généralement sur support papier. On constate toutefois un recours accru au format électronique (CD Rom). Par ailleurs, beaucoup de statistiques sont accessibles sur les sites Internet de certains ministères. Cependant, la mise à jour de ces sites accuse souvent des retards.

Concernant l'INSD, plusieurs enquêtes d'envergure, notamment des enquêtes auprès des ménages ont été réalisées au cours des dernières années et ont fait l'objet de publications sous des formats divers (papier, CD Rom) dont la plupart sont accessibles par Internet. Toutefois, l'équipe d'évaluation a noté que le manque de matériel approprié et l'absence ou le faible débit de la connexion internet ont été évoqués comme des freins à la diffusion des données. Par ailleurs, beaucoup de

statistiques sont accessibles sur les sites Internet de certains ministères. D'une manière générale, l'archivage et la conservation des données laissent encore à désirer malgré un recours fréquent aux nouvelles technologies. Il n'existe pas encore de politique d'ensemble dans ce domaine. La participation du Burkina Faso au projet ADP (Accelerated Data Program) supervisé par PARIS21 devra permettre d'améliorer sensiblement la situation.

Le soutien suédois au secteur statistique au Burkina Faso 2008-2017 a permis de rendre pérenne la diffusion de l'annuaire statistique de l'environnement, la production du Livret genre du Burkina Faso et de consolider l'utilisation des nouvelles technologies dans la collecte et la diffusion des données.

Les institutions rencontrées ont également insisté sur la nécessité pour la communauté des utilisateurs d'accéder librement aux données statistiques produites par le SSN. Les efforts actuellement déployés par les différentes composantes du SSN, bien qu'ils soient importants, ne donnent pas entière satisfaction.

Les utilisateurs déclarent que l'utilisation des statistiques est en partie limitée car l'INSD publie les résultats tardivement. Une fois publiées, les données ont une pertinence limitée pour les décisions de gouvernance. Les parties prenantes ressentent souvent le besoin d'entreprendre des enquêtes supplémentaires. Le SP/PNDES n'est pas entièrement satisfait du rythme de production des données, de l'analyse qui en est faite et aussi du fait qu'il n'était pas associé à la définition des variables pour certaines enquêtes.

Sur un autre plan, la mission s'est préoccupée de la coordination des partenaires au développement dans le domaine de la statistique. Cette coordination n'est pas organisée et impacte directement sur les conditions de travail actuelles du SSN. En partie à cause de leur intervention sous forme de projets, le SSN n'est pas en mesure d'établir un programme de travail basé sur les orientations contenues dans le SDS.

Du point de vue des utilisateurs, il faudra aussi :

- Encourager la diffusion à travers divers supports et en ligne sur Internet des produits du SSN ;
- Veiller à assurer une diffusion minimale sur support papier en diversifiant les formats de publication en fonction des principales catégories de destinataires.
- Élaborer et diffuser des calendriers de publication pour les publications statistiques courantes et veiller à les respecter autant que possible ;
- Encourager l'élaboration des politiques de communication externe des services statistiques publiques.
- Définir une politique d'archivage et de sécurité des données statistiques pour l'ensemble des services statistiques publics basée sur les nouvelles technologies.

3.4 DURABILITE

En ce qui concerne la durabilité de certaines actions réalisées dans le cadre du soutien suédois au secteur statistique au Burkina Faso 2008-2017, l'INSD a pris des dispositions dans le cadre d'un accord de partenariat avec la Banque mondiale et avec la Commission de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) pour assurer la pérennisation de certaines enquêtes sur les conditions de vie des ménages et la consolidation du dispositif de production des statistiques d'entreprises.

Bien que l'INSD ait le mandat d'agir en tant qu'institution centrale pour développer et contrôler la production de statistiques dans le pays, le mandat ne s'accompagne pas d'un mécanisme de contrôle de financements destinés aux activités statistiques sectorielles, ni d'aucun droit d'implication dans les activités statistiques des ministères techniques au-delà de donner des conseils si cela est demandé. Certains interlocuteurs clés donnent des exemples de faible priorité accordée par le gouvernement à la production et à la diffusion des statistiques. Par exemple, la production du troisième livret Homme/Femme soutenu par le projet n'a pas su poser les bases d'un processus indépendant de production sans l'intervention des partenaires au développement. Les exemples cités comprennent aussi le manque de financement pour les activités de diffusion et d'analyses approfondies des données collectées.

Les rapports d'évaluation et les produits statistiques disponibles montrent que l'Annuaire statistique hommes/femmes et le livret genre "Les femmes et les hommes au Burkina Faso", les comptes environnementaux ainsi que le répertoire statistique des entreprises (RSE) sont désormais produits régulièrement et avec une qualité acceptable. Toutefois, le financement de l'Etat à la production de ces outils statistique reste insuffisant pour assurer la continuité.

3.5 QUESTIONS TRANSVERSALES

3.5.1 La disponibilité des Statistiques Genre

Selon les personnes interrogées, le PNDES (2016-2020) n'a pas été précédé d'une analyse de genre permettant de définir des indicateurs de genre appropriés. De ce fait, il devient difficile de parler de suivi des indicateurs de genre dans le cadre de ce PNDES. Ceci devrait être corrigé pour la politique nationale de développement (PND), prochain référentiel national de développement 2021-2025. Les chercheurs doivent absolument y contribuer. Aussi, les 14 cadres sectoriels de dialogue ne présentent pas d'analyse de genre et il manque toujours des variables pour une analyse approfondie du genre.

Le PNDES est décrit comme difficile à suivre dans une perspective de genre car les données sur les indicateurs, et même les indicateurs eux-mêmes, font défaut. Les personnes interrogées ont souligné le secteur agricole dans ce contexte. Dans le secteur secondaire, par exemple, la RSE n'incluait pas les variables « sexe de l'entrepreneur » ou « poste de responsabilité dans l'entreprise », toutes deux liées à des objectifs spécifiques du PNDES pour 2020.

Afin d'approfondir cet aspect, l'équipe d'évaluation a utilisé le test Claudy Vuhé-QIG (Gender Integration Quotient) pour analyser dans quelle mesure le genre a été pris en compte dans le projet et pour déduire un niveau moyen d'intégration. Il s'agissait de, suite à la revue documentaire et aux questions soumises aux interviewés, mesurer le chemin parcouru dans la prise en compte du genre tout au long du projet. L'analyse des réponses notées de A à C indique majoritairement le chiffre B (5/10), ensuite A (4/10) et C (1/10), (voir annexe 4 pour plus de détails). Ce qui traduit l'existence d'un espace de changement dans la prise en compte du genre qui, devrait être approfondi par l'élaboration d'un diagnostic organisationnel afin de relever les défis pour la prise en compte de la disponibilité effective des statistiques « genre sensible » dans une prochaine phase du projet. En somme, l'analyse des

réponses contenues dans le tableau donne un quotient moyen d'intégration du Genre dans le projet de B+C c'est-à-dire $(5+1)/10 = 60\%$.

3.5.2 La disponibilité des Statistiques Environnementales

Le document de projet de la phase 2 indique explicitement le soutien au ministère sectoriel en charge de "l'environnement" ; en effet, nous notons que « le projet soutiendra l'INSD et le ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD) dans la production de son deuxième tableau de bord environnemental ; le tableau de bord aura pour objectif d'orienter les statistiques vers un meilleur suivi du programme environnemental du pays ». « L'objectif institutionnel prédéfini est d'assurer le suivi de la politique environnementale du gouvernement à partir d'une culture de l'utilisation des statistiques environnementales synthétiques », avec notamment le développement et la diffusion du tableau de bord de l'environnement.

Les résultats environnementaux significatifs obtenus, selon la DGESS-MEEVCC¹⁹, incluent le 1er annuaire environnement en 2009, le tableau de bord Environnement en 2012-2013, l'annuaire des statistiques de l'environnement qui est publié régulièrement depuis 2013, le document, intitulé "Caractérisation des indicateurs environnementaux" ayant contribué à l'élaboration du manuel des concepts et définitions développé par l'INSD ainsi que la base de données des statistiques environnementales. Ce dernier fonctionne très bien mais n'est malheureusement pas disponible pour une consultation locale en raison du manque de licences.

En termes de besoins, le département sectoriel de l'Environnement note que la demande explose et il faut y faire face ; les Communes ont exprimé les besoins d'avoir des données à leur échelle, et cela représente un défi. Le renforcement des Directions régionales est très important : à titre d'exemple la DGESS-MEEVCC a en cours une action pilote dans une des régions pour recenser toutes les données statistiques disponibles dans la région pour une capitalisation en vue d'une meilleure utilisation/dissémination, qui mérite un accompagnement pour répliquer l'action dans les autres régions.

La Comptabilité Environnementale a été réalisée entre 2006 et 2008, mais selon les interviewés, c'est après la visite d'étude à Stockholm en 2012, que la production des annuaires a pris de l'ampleur et se poursuit jusqu'à présent²⁰. Depuis lors, il existe un système en place pour l'établissement des comptes environnementaux au niveau sectoriel Environnement.

L'évaluation externe à mi-parcours de la deuxième phase du projet (mai 2015, section 3.4), fait le point sur les statistiques environnementales. En 2014, les résultats n'ont pas été atteints, mais la tendance était optimiste. Cependant, le « Rapport final Phase II, Projet INSD/SCB Septembre 2012 – Mars 2017 » dans la section sur les comptes environnementaux note la 2e publication des comptes environnementaux

¹⁹ Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique

²⁰ Il faut cependant noter que cela a été aussi possible avec l'appui d'autres partenaires, pour les opérations de collecte des données, mais aussi d'édition des annuaires (au point où le Sénégal est venu s'inspirer de l'exemple du Burkina).

faite en 2016. Même si le taux de satisfaction était faible ; le rapport a noté que les bases étaient en place avec 5 agents formés et qu'un manuel contenant les concepts et les définitions des indicateurs environnementaux a été élaboré en 2014 en collaboration avec le SCB. Le document en question, intitulé "Caractérisation des indicateurs environnementaux" constitue un aperçu détaillé des indicateurs regroupés par composantes et thèmes.

Selon une des personnes interrogées, la publication des comptes environnementaux s'est globalement améliorée, mais des problèmes subsistent en ce qui concerne les gaz à effet de serre (GES). De plus, il a été noté une série de lacunes qui restent à combler dans une troisième phase éventuelle. Les lacunes suivantes ont été mises en évidence : le compte des dépenses de production d'environnement, l'établissement des comptes pour les ressources en eau et les forêts, la mise à jour des bases de données sur l'utilisation des terres ainsi que la finalisation des comptes sur les GES. Cette dernière est un projet en cours, mais le manque de clarté concernant les mandats et les ressources entre INSD, DGEES-MEEVCC et SP-CNDD, bloque l'aboutissement à une solution.

Il a été noté que dans la plupart des cas, les paramètres ont été définis et existent ; il y a cependant que « l'absence de données à collecter par les administrations publiques constitue un obstacle majeur à la poursuite des activités et à la pérennité des résultats du projet » ; d'où l'importance de continuer à renforcer les capacités des acteurs des départements sectoriels et la coordination.

Un manque de coordination au niveau du SSN est noté par les personnes interrogées. Les conséquences identifiées incluent la nécessité de mutualiser les efforts et les ressources, la sous-utilisation des outils de gestion existants tels que les manuels techniques élaborés à partir des bonnes pratiques (manuel d'enquête par exemple), la politique de diffusion de l'INSD, la charte graphique, le guide de gestion, etc.

Les lacunes en matière de capacités affectant la mise en œuvre comprenaient la méthodologie de préparation des comptes environnementaux et économiques ainsi que l'évaluation quantitative des impacts de la pression des déplacements de populations sur l'environnement. Une amélioration de la capacité de gestion et une adaptation à la détérioration du contexte de sécurité ont également été citées.

Par rapport à la priorisation du MEEVCC, les interlocuteurs du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA) ont entendu parler du soutien suédois mais ne le connaissent pas réellement. Cependant, les interlocuteurs conviennent de reconnaître une collaboration très bénéfique avec l'INSD qui a des répercussions sur les lacunes sectorielles, les capacités obtenues grâce à l'aide de la Suède et d'autres PTF tels que l'Union européenne et la Banque mondiale. Le secrétariat permanent du CNS, désormais supprimé, manque à ces utilisateurs ; « Le SP-CNS était mieux équipé institutionnellement et de manière plus indépendante que l'INSD, qui semble être juge et partie. » Travailler avec les commissions spécialisées qui devraient superviser la production de données via la procédure de visa après validation de la méthodologie et des budgets était une bonne option ; mais ceci semble malheureusement ne plus être très opérationnel selon les interlocuteurs. Cependant, les indicateurs définis par les ODD ne sont pas toujours ceux calculés. La DGEES du MEA peut identifier une série de besoins statistiques non encore satisfaits. Le rôle de l'INSD dans l'harmonisation

des procédures et la coordination de la collecte des données pour éviter les divergences est considéré comme important et sous-souligné.

3.5.3 La prise en compte du Genre dans le projet

Selon le rapport d'évaluation externe à mi-parcours de la deuxième phase du projet (mai 2015), l'un des principaux résultats obtenus en 2014 est la contribution du projet à l'amélioration des sources d'information pour les statistiques ventilées par sexe et attentives aux questions de genre, à travers la production du répertoire des statistiques de genre, la formation de 15 personnes au genre et la préparation du troisième "Livret genre". Sur ce, une première édition du livret a été produite au cours de la première phase du projet, une deuxième au cours de la deuxième phase et une troisième en 2016 après le projet, cette fois avec le soutien du Secrétariat permanent du Conseil national pour la promotion de l'égalité des sexes (type SP/CONAP-Genre). L'utilité de la brochure Genre réside dans le fait qu'elle est largement utilisée par les étudiants, les secteurs, les ONG et les structures des Nations Unies. La dernière édition était celle de 2018. La production de 2019 sera coordonnée par SP/CONAP Genre et se fera à partir des données primaires qui seront collectées sur le terrain.

Selon les personnes interrogées, le projet a également permis le renforcement des capacités dans le cadre de la projection de la population municipale à travers des voyages d'études. Des données désagrégées sur la projection des populations de 342²¹ municipalités ont été générées. Elles sont utilisées au niveau régional et municipal, notamment dans le cadre de l'élaboration des Plans Communaux de Développement (PCD). Un guide méthodologique sur la projection des populations communales est désormais disponible pour les utilisateurs (communes, étudiants, services techniques des départements ministériels).

Compte tenu du contexte socio-politique du Burkina Faso à cette époque, ils ont jugé nécessaire d'adapter le modèle de projection en intégrant la dimension de déplacement des populations.

Comme autre élément relevant de l'efficacité du point de vue de la prise en compte du Genre, le projet a appuyé en 2015, le Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire dans la production du tableau de bord hommes-femmes et de l'annuaire statistique du Ministère. La première édition de l'annuaire statique hommes/femmes a été produite en 2013. Et, désormais, selon les personnes interviewées, le suivi des indicateurs dans le domaine du Genre est fait dans l'annuaire statistique. C'est le document de référence en matière de statistiques désagrégées. Sa mouture respecte les exigences de la Suède en matière de désagrégation des données pour la prise en compte du Genre. La définition du concept Genre qui figure dans la politique Nationale Genre a été considérée. Produite par les agents du Ministère en charge de la promotion de la femme et du Genre (ayant fait partie des 15 personnes formées sur le Genre dans le cadre du projet), avec un appui technique de l'équipe de l'INSD, le processus a été émaillé non seulement de

²¹ Entretien avec Mme TAPSOBA Edith, Chef de service Population et études démographiques de la Direction de la Démographie (INSD)

difficultés d'accès aux données désagrégées mais aussi, de l'arrivée tardive de ces données produites par les autres départements ministériels. La réalisation de l'annuaire statistique de 2015 a tenu compte du suivi de l'évolution des indicateurs Genre au niveau des cibles des OMD de 2015. La difficulté réside dans le fait qu'il y a toujours des ajustements à opérer quand on passe d'un référentiel à un autre (passage des OMD aux ODD).

Le rapport d'évaluation 2015 indique que l'intégration du Genre dans le projet a été faite à travers l'axe stratégique « statistiques sociales » qui a couvert trois domaines dont « les statistiques sur le Genre » avec pour résultat : « Contribution à l'augmentation de la demande et de l'utilisation des statistiques désagrégées par sexe et attentives aux problématiques sociales liées au genre ».

En effet les statistiques Genre disponibles n'ont pas pu renseigner au détail près les indicateurs Genre contenus dans les cibles du PNDES et aussi, l'absence d'analyse Genre approfondies sur plusieurs variables n'ont pas permis d'avoir des valeurs de référence pour 2015. Selon le rapport de l'enquête sur la satisfaction des utilisateurs de statistiques officielles 2017, 20% des utilisateurs ne sont pas du tout satisfaits de la couverture géographique des statistiques sociales.

La politique nationale de genre a été évaluée en 2019. Des progrès ont certes été réalisés, mais selon les répondants du SP/CONAP-Genre, ils n'ont pu être documentés car la collecte de données n'a pas été effectuée depuis 2009 afin de documenter le processus de changement.

L'efficacité du projet du point de vue de la prise en compte du genre a cependant été marquée par les enjeux décrits ci-dessous.

Le réflexe de désagrégation des données a également moins bien fonctionné et n'est pas systématique dans les autres départements ministériels. En conséquence, il devient difficile pour le Ministère en charge de la femme, en tant qu'utilisateur de ces données, de faire une présentation uniformément désagrégée des données et des informations, la production de l'annuaire statistique hommes/femmes a été confrontée à cette situation. De nombreux outils de collecte de données au niveau sectoriel doivent être révisés pour prendre en compte le genre de manière très approfondie. Une analyse approfondie des disparités de genre et de leurs implications doit être réalisée dans chaque département ministériel, notamment en ce qui concerne les secteurs sociaux (éducation, santé, eau, alimentation, etc.)

Les enquêtes sociales réalisées dans le cadre du projet n'avaient pas d'objectifs énoncés et budgétisés sur le genre, ce qui limitait considérablement l'accès des utilisateurs aux données désagrégées dans tous les secteurs du développement socio-économique et compromettait ainsi le résultat attendu du projet « ... amélioration de l'information sources de statistiques ventilées par sexe et attentives aux questions de genre ... ». Dans la plupart des cas, seules des présuppositions et des conclusions sont faites dans le domaine du genre, car il n'y a pratiquement pas de collecte de données pertinentes permettant des analyses approfondies. Souvent, il existe une confusion entre les indicateurs ventilés par sexe qui mesurent les écarts et les inégalités, et les indicateurs de genre qui tentent de mesurer les changements de pouvoir social et les relations économiques entre hommes et femmes, groupes défavorisés/vulnérables.

4 Conclusions

4.1 EFFICACITE

Il est clair que la collaboration a contribué à renforcer les capacités, notamment en termes de méthodologie statistique, de technologie de l'information et de compétences en anglais. En outre, le rôle institutionnel a été clarifié et renforcé. En conséquence, il y a une régularité de la production de certaines statistiques et une augmentation de la capacité nationale de production statistique ainsi qu'une plus grande prise de conscience des statistiques dans l'administration publique, y compris dans l'interaction avec les partenaires internationaux.

Les ministères techniques ciblés comme étant stratégiquement importants par la collaboration suédo-burkinabè, par exemple l'environnement et le genre, sont conscients de la collaboration et apprécient le renforcement des capacités et les services fournis par l'INSD.

Il est également clair que la collaboration a été retardée à plusieurs reprises par des facteurs à la fois internes (manque de stratégie, faible coordination) et externes (manque de priorisation gouvernementale du secteur, manque de ressources, manque de coordination du secteur et période de transformation de l'administration publique).

Les systèmes en place pour la surveillance et le suivi ont signalé ces problèmes. Historiquement, le problème clé n'a donc pas été celui du manque d'information mais celui de la faiblesse en termes de gouvernance et de gestion. Cela a été reconnu dans la deuxième phase du projet, qui portait davantage sur la gestion institutionnelle que sur la production de données statistiques. Cependant, l'INSD est toujours confronté à des défis importants en termes d'efficacité de gestion. Ceci est en partie lié à la mobilité des cadres dirigeants, en partie du fait d'une forte dépendance vis-à-vis des parties externes concernées (limitations du mandat de dépenses, priorités des bailleurs de fonds perturbant la planification annuelle). Il existe un consensus parmi les parties prenantes sur le fait que le guide de gestion produit dans le cadre de la collaboration suédoise avec le Burkina Faso est utile et fera une différence - mais aussi qu'il reste à être pleinement mis en œuvre. Il est également reconnu que certaines de ces hypothèses sont susceptibles d'être remises en cause par le fonctionnement global de l'administration publique du Burkina Faso (structures incitatives, parcours professionnels, etc.). L'importance de relever ces défis a été accentuée ces dernières années par la détérioration générale de la situation sécuritaire dans le pays.

Bien que des progrès significatifs aient été accomplis en termes de production statistique et de sensibilisation des parties prenantes à l'importance et à l'utilisation des données statistiques, il est également largement reconnu que l'INSD consacre une trop grande partie de ses ressources à la collecte de données et pas assez à l'analyse et à la diffusion. L'INSD entretient de bonnes relations collégiales avec ses homologues dans l'ensemble du SSN, mais n'a pas réussi à prendre en charge les besoins

statistiques ni réussi à allouer des ressources suffisantes à l'analyse et à la distribution des données requises par les différentes parties prenantes.

4.2 IMPACT

Les ressources disponibles et la structure de cette évaluation n'ont pas permis d'évaluer l'impact sur le bien-être général des bénéficiaires finaux. La discussion suivante concerne donc l'impact institutionnel sur l'INSD et le SSN.

Une structure juridique régissant le fonctionnement du secteur statistique est en place. L'évaluation a identifié certaines lacunes affectant le fonctionnement de la production de statistiques nationales. Ces lacunes comprennent un manque de cohérence entre le mandat de l'INSD et les ressources à sa disposition, notamment le fait que l'institution ne dispose pas de ressources suffisantes.

Parallèlement, il y a plus de 30 producteurs de statistiques au Burkina Faso avec différents niveaux de capacité et différents critères d'indicateurs et ainsi de suite. Les Directions générales des études et des statistiques sectorielles (DGESS) contribuent de manière remarquable à l'accroissement de la production statistique et à l'amélioration de sa qualité. Mais il y a une faible coordination entre l'INSD et les unités en charge des statistiques hébergées par les ministères d'exécution. Par conséquent, si l'INSD peut soutenir méthodologiquement les unités statistiques des ministères d'exécution, il ne peut garantir la planification systématique de la production statistique, la qualité méthodologique des statistiques produites ni une diffusion efficace des données et des analyses basées sur ces données.

Le Secrétariat permanent du CNS, qui avait précédemment compensé certaines de ces lacunes a été supprimé, accentuant ainsi les difficultés de coordination. Le fait que les cadres supérieurs de ces unités statistiques aient généralement une formation de l'INSD ou sont de anciens collègues de l'INSD contribue à une interaction constructive au sein du secteur. C'est également une base potentielle pour l'amélioration future de la coordination et du renforcement des capacités.

L'engagement du gouvernement, combiné avec le soutien de partenaires tels que la Suède, l'Union européenne, la Banque mondiale et l'Italie, a conduit à une expansion et à une stabilisation de la production de statistiques au Burkina Faso. Certains produits statistiques sont bien établis et produits régulièrement tels que l'Annuaire statistique, les données du commerce extérieur, l'indice des prix, un livret sur le genre, certains indicateurs environnementaux et l'Enquête nationale auprès des ménages (EMS). L'INSD a joué un rôle de premier plan dans le développement de la capacité à rendre cela possible en plus de superviser pratiquement une grande partie de la production statistique.

En outre, l'évaluation conclut que, dans le contexte actuel où le pays est confronté à une grave crise humanitaire, l'INSD pourrait être amené à jouer un rôle constructif en soutenant les unités statistiques des ministères techniques. Dans les mois et les années à venir, le SSN sera mis au défi de répondre aux nouveaux besoins statistiques liés aux changements contextuels rapides causés par le développement des besoins humanitaires. L'évaluation conclut qu'il s'agit d'une opportunité inhabituelle pour répondre aux ambitions du débat nexus en préparant une institution d'État telle que

l'INSD pour améliorer les ministères d'exécution et la communauté internationale dans le cadre d'une prochaine action humanitaire à grande échelle.

4.3 DURABILITE

Il convient de saluer les efforts déployés par le gouvernement avec le soutien de partenaires techniques et financiers pour améliorer la production statistique dans certains domaines. En termes de durabilité, il existe des produits statistiques sélectionnés qui sont régulièrement produits avec une qualité acceptable.

Cependant, cela est possible principalement en raison de la rotation des engagements de financement des donateurs plutôt que des ressources nationales disponibles. Sans un tel appui extérieur, souvent ponctuel, les ressources mises à disposition par le gouvernement ne sont pas suffisantes pour soutenir la production statistique, les améliorations systémiques, voire l'analyse et la diffusion des données existantes collectées.

L'évaluation note et déplore la faiblesse de la coordination qui compromet les efforts de relance et de revitalisation du SSN. L'évaluation conclut qu'il est essentiel qu'il y ait une meilleure connaissance et compréhension mutuelle entre l'INSD, les producteurs et les utilisateurs des données. Pour cette raison, il est urgent de mettre en place un cadre de concertation permanent entre les partenaires du SSN (utilisateurs et producteurs au niveau national, utilisateurs et donateurs au niveau international). Ce cadre est considéré comme susceptible d'encourager la création d'un groupe de partenaires qui soutiendra les statistiques. Un tel arrangement est nécessaire pour garantir la durabilité.

Certes le CNS est censé être ce cadre de concertation entre les acteurs du SSN. Globalement, le CNS au Burkina fonctionne. Les sessions sont régulièrement tenues. Cependant des faiblesses existent : la qualité des participants lors des sessions, la qualité des thèmes et des dossiers discutés, la force et l'application effective des décisions et recommandations prises par le CNS et le fonctionnement des commissions spécialisées laissent à désirer.

Un autre problème est que l'INSD dispose de faibles moyens pour la coordination : il ne contrôle pas les financements destinés aux activités statistiques sectorielles, la demande de visa n'est pas obligatoire pour les enquêtes, il est inadéquatement impliqué dans la collecte des données et le renseignement des indicateurs des ODD et du PNDES. A ce titre, l'INSD est simplement consulté comme les autres structures statistiques pour renseigner les indicateurs dont il est responsable. Mieux, jusqu'à l'année dernière, l'INSD n'était pas officiellement membre du comité technique de suivi du PNDES, à l'inverse des DGESS.

Des solutions possibles pourraient être la relecture de la loi statistique et la révision du mode de financement de la statistique.

4.4 QUESTIONS TRANSVERSALES ; GENRE, ENVIRONNEMENT, HUMANITAIRE

L'évaluation conclut que la production du livret sur le genre a été régulière, populaire et largement utilisée. Cependant, les statistiques genres disponibles n'ont pas pu

renseigner au détail près les indicateurs genre contenus dans les cibles du PNDES et ce manque de données sur les indicateurs a entravé l'évaluation de la politique nationale de genre.

L'évaluation conclut que le soutien au secteur de l'environnement a permis un suivi régulier et a contribué à sensibiliser à ces questions. Toutes les ambitions n'ont cependant pas été réalisées.

Dans l'ensemble, les données fournies par l'INSD contribuent certainement à renseigner les indicateurs de suivi de la SCADD et des OMD en son temps et maintenant le PNDES et les ODD, mais de nombreux indicateurs ne sont pas rapportés. En l'absence de données, tous les indicateurs n'ont pas pu être complétés ; le défi est le même pour les ODD et les communications nationales de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ; mais plus généralement, les indicateurs de suivi des politiques sectorielles doivent encore être développés, avec une harmonisation des procédures.

L'évaluation note une situation humanitaire grave et se détériorant dans le pays. L'évaluation conclut que l'INSD a le potentiel pour jouer un rôle constructif et utile en fournissant au secteur humanitaire des services de collecte, d'analyse et de diffusion de données afin de contribuer au bien-être de la population face à la crise à venir. Cependant, pour que l'INSD remplisse ce rôle, il a besoin d'une assistance technique immédiate et de ressources supplémentaires pour s'adapter à l'évolution des besoins en fonction du contexte humanitaire.

5 Recommandations

5.1 À COURT TERME

Il est recommandé à l'INSD de créer immédiatement un groupe de travail pour recenser les besoins et les lacunes nécessaires en matière d'informations liées à l'accélération de la crise humanitaire en collaboration avec certaines agences des Nations unies ou d'autres agences humanitaires. Des contacts devraient être pris dès que possible avec le Ministère en charge des actions humanitaires, les agences des Nations Unies concernées, les ministères compétents et les autorités régionales confrontées à la crise. L'objectif du groupe de travail serait d'identifier systématiquement les besoins de collecte, d'analyse et de diffusion des données afin que le SSN puisse approcher ses partenaires internationaux respectifs avec un plan cohérent pour soutenir l'inévitable intervention humanitaire à grande échelle pour répondre aux besoins de la population.

Il est recommandé à l'INSD, dans un premier temps, de relancer ses efforts pour développer une capacité à mener (ou du moins à soutenir méthodologiquement) des enquêtes rapides et géographiquement limitées avec une analyse de suivi et la livraison de données organisées sur des délais très courts (jours ou semaines et non mois). La concentration thématique devrait être décidée sur la base des discussions du groupe de travail ci-dessus.

Il est recommandé à l'Asdi d'étudier si les lignes budgétaires internes peuvent être adaptées afin de fournir à l'INSD des ressources immédiates pour développer une capacité améliorée lui permettant de fournir au SSN un soutien méthodologique et de mise en œuvre pour la production de statistiques humanitaires afin de faire face à une détérioration de la situation humanitaire.

Il est recommandé au directeur général de l'INSD de poursuivre la mise en œuvre du Guide managérial.

Il est recommandé à l'INSD d'étudier comment les systèmes d'incitation peuvent être adaptés afin de renforcer l'analyse approfondie des données existantes et la diffusion de cette analyse auprès des utilisateurs concernés au sein des ministères concernés, des organismes régionaux, des acteurs humanitaires, etc.

De même, sur la base des données déjà existantes, il est recommandé à l'INSD d'inviter les secteurs à mener conjointement une analyse et une cartographie approfondies des données déjà existantes et à identifier les données pertinentes pour les DGESS et à commander des analyses de genre plus approfondies sur des questions clés.

Il est recommandé au directeur général de l'INSD d'engager une discussion interne sur la manière de réaffecter les ressources afin d'assurer un meilleur équilibre entre la collecte, l'analyse approfondie et la diffusion des données aux parties prenantes concernées en fonction des besoins. Ceci pourrait passer par le financement de la production statistique à travers une alimentation régulière du Fonds de

développement de la statistique par l'Etat et la coordination de la contribution des partenaires à la statistique à travers des financements d'activités communes.

5.2 À MOYEN TERME

Il est recommandé à l'INSD, en l'absence d'un secrétariat permanent pour le CNS, d'initier des réunions régulières (trimestrielles ou annuelles) avec tous les utilisateurs et producteurs de statistiques concernés du secteur (en particulier les DGESS). Ces réunions seraient initialement axées sur la cartographie des besoins statistiques et aborder progressivement les questions à l'échelle du SSN telles que les normes et la diffusion des statistiques produites. Il est également recommandé de mettre en place une plateforme d'échange entre utilisateurs et producteurs de données statistiques. Elle devra être un lieu de discussion permanente sur la nature des données désagrégées à produire et à mettre à disposition, les méthodes pour y parvenir et la définition d'indicateurs pour le suivi et l'évaluation de la prise en compte du Genre, de l'environnement etc.

Parallèlement, il est recommandé à l'ambassade de Suède de prendre l'initiative de créer un groupe de coordination entre les bailleurs qui soutiennent le SSN²². Un tel groupe de coordination se réunirait régulièrement avec les mêmes objectifs du point de vue des bailleurs. ASDI et les autres partenaires qui appuient la production des statistiques doivent mettre en place un mécanisme afin de s'assurer que la production des statistiques participe au suivi du PNDES. Ce mécanisme devrait aider le gouvernement à mieux coordonner et centraliser la production de données statistiques au Burkina Faso. Le gouvernement devrait être encouragé à utiliser la révision actuelle de la Loi sur la statistique pour remédier à la faiblesse de l'environnement juridique existant dans sa prochaine révision de la loi sur les statistiques.

Comme il est normal que tous ces changements organisationnels rencontrent des défis inattendus, il est recommandé au directeur général de veiller à la mise en place d'un mécanisme de mise à jour annuelle du Guide managérial.

5.3 À LONG TERME

Il est recommandé à l'Asdi de continuer à soutenir le SSN et l'INSD dans un troisième accord pluriannuel avec SCB en tant qu'agence d'exécution.²³ L'objectif général de la troisième phase devrait être que l'autorité statistique soit suffisamment

²² Les recommandations concernant l'amélioration de la coordination du soutien international au SSN dans le projet de rapport ont généré plusieurs suggestions des parties prenantes quant à la meilleure façon d'organiser cela. Ces commentaires indiquent un intérêt pour la question que l'évaluation trouve encourageante. Cependant, nous ne présumons pas savoir quel modèle de collaboration entre les parties prenantes soutenant serait le plus efficace. La recommandation à notre client de prendre l'initiative, voire un rôle de leader élargi, demeure.

²³ Identique à la note de bas de page 22.

renforcée pour être invitée à participer activement à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques nationales de développement.

Il est recommandé à l'INSD d'explorer les liens nationaux et internationaux avec le monde universitaire afin de stimuler une analyse plus approfondie et une utilisation pratique des données statistiques qui ont été et sont collectées. Par exemple, sur la base des données déjà existantes, des analyses plus approfondies dans le domaine du genre devraient être menées afin d'influencer la mise en œuvre de la PND qui est le prochain référentiel national de développement 2021-2025 (afin d'influencer le développement du PNDES, cela devrait être réalisé avant juin 2020, ce qui est irréaliste avec les fonds de l'Asdi/SCB).

Il est recommandé que l'INSD et le SCB, dans la conception d'une éventuelle troisième phase, incluent un soutien au développement d'une stratégie visant à améliorer la gouvernance globale du SSN. Cet appui devrait viser à étudier comment la version révisée de la loi sur les statistiques pourrait être influencée par l'INSD afin d'améliorer la qualité et la synergie dans l'ensemble du secteur.

Annexe 1 – Terms of Reference

Terms of Reference for the Evaluation of Swedish support to statistics sector in Burkina Faso 2008-2017

Date: 2019-10-08

1. Introduction

Sida's goal is to contribute to improve living conditions for people. This evaluation comes at a time when Sida is concerning its bilateral cooperation a new strategy intervention with Burkina Faso. The evaluation should capture the highlights, main achievements and shortcomings of Sida's long-term support to statistical development in Burkina Faso.

In Burkina Faso, Sida has supported three projects to develop capacity for national statistics. The first project had two phases. The first started in September 2008 after a request from the Government of Burkina Faso to support the five-year national Statistical development strategy (Schéma directeur de la statistique 2005-2009) through Statistics Sweden (SCB). The project ended in August, 2011, and an extension phase of ten months was thereafter decided.

The second phase of the cooperation between the National Institute of Statistics and Demography (Institut National de la Statistique et de la Démographie, INSD) of Burkina Faso and Statistics Sweden (SCB) started on September 1, 2012 for a period of forty (40) months. The objective of the project was to strengthen the production and the use of statistics both at INSD and in the other public institutions, members of the National Statistical System of Burkina Faso - particularly in the areas of fundamental interest for the implementation of the Strategy for Accelerated Growth and Sustainable Development (SCADD) and the monitoring of the progress towards achieving the Millennium Development Goals (MDGs) and the Sustainable Development Goals (SDG).

A second project, initiated in 2012, has provided support to a household survey (Enquête Multisectorielle Continue/Multisectoral continue survey). The main objective of this support is to establish a permanent system to collect data to feed main indicators for the national poverty reduction strategy and MDGs.

Mid-term evaluations of these two different technical assistance Projects were carried out in November 2010 and February 2015 (See Annex A). They identified some bottlenecks that had a negative effect on the effectiveness and sustainability of these programmes:

- The quality of the results framework: the evaluation team has concluded that the project is driven by activities, not by outcomes.
- Coordination the weakest link: The aid has not been well harmonised with other donors' support, but Sweden has supported the national institute.
- Ownership seems to have been limited.

- For the household survey project there have been delays in receiving narrative reports, as well as financial and audit reports. INSD showed insufficient capacity for technical and financial monitoring
- The sustainability of the project's possible outcomes runs a high risk due to high staff turnover at the INSD.

As third project, Sweden supports since 2016 the government of Burkina Faso to realize the census of the entire population of the country to give a better understanding of the country's demographic situation and its dynamics in order to better ensure the integration of demographic issues including a gender equality perspective into the economy and development follow up processes. The census will also give a clear picture of the new structural characteristics of the Burkinabe agriculture and to measure the rural area's dynamics.

In addition, the INSD started the process of developing a new strategy plan for the period 2020-2025. The draft will be available before the end of the year.

A recurring issue in several of the reports presented by the donors as well as the national organisations is the poor reliability of statistical information. Sida has addressed this through a strategic project support to Burkina Faso's statistical institute (INSD). In 2018, a new Strategy for development cooperation between Sweden and Burkina Faso 2018 – 2022 has been adopted. Within the framework of this strategy, Swedish development cooperation with Burkina Faso is to contribute to greater respect for human rights, institutional capacity growth, increased resilience to crises and disasters, environmentally and climate-resilient sustainable development, and improved opportunities for sustainable livelihoods.

2. Evaluation rationale

After more than ten (10) years of cooperation to strengthen statistical production in Burkina Faso, it is important to draw lessons from Swedish cooperation to better guide future support. The evaluation will contribute to this learning process.

3. Evaluation object: Project/programme to be evaluated

The evaluation object is the two phases of the cooperation between the National Institute of Statistics and Demography (Institut National de la Statistique et de la Démographie, INSD) of Burkina Faso and Statistics Sweden (SCB) from September 2008 to June 2012 and from Septembre 2012 to Mars 2017.

The overall objective of these projects was to strengthen the production and use of statistics both at INSD and in other public institutions that are members of Burkina Faso's National Statistical System, particularly in areas of fundamental interest for the implementation of statistics; i.e. the implementation of the Strategy for Accelerating Growth and Sustainable Development (SCADD), the National Plan for Economic and Social Development (PNDES) and monitoring progress towards the Millennium Development Goals (MDGs) and Sustainable Development Goals (SDGs).

The first phase began in September 2008 and was initially scheduled to end in August 2011 but has effectively ended on June 30, 2012 after an extension phase of ten (10) months. The total budget of the Project amounts to 26.963 million SEK. That of the extension phase (September to March, 2012) is 4 581 000 SEK. Total

expenditures for the Project amount to 28,937 million SEK, which represent about 91.7% of the budget. It should be noted that there was an unused amount equivalent to 2 584 million SEK.

Activities planned for the implementation of this phase were completed on schedule with a physical implementation rate of 96.6%. Overall, the objectives of project activities have been successfully achieved according to the evaluation of partners, particularly the Project Steering Committee¹.

1SCB and INSD, End-of-project report September 2008-June 2012

As for the second phase of the statistical cooperation project between INSD and SCB, it officially started on September 1, 2012 for a period of forty (40) months. The project was originally scheduled to end in December 2015, but continued until March 31, 2017, after two extensions without cost increases. A large number of outputs were obtained in the components, divided into subcomponents and activities. Some effects are substantial while others are not yet fully achieved in this phase of the project. This phase had an initial overall budget of 38 410 000 SEK of which 1000 000 SEK for monitoring and evaluation. In June-July 2015, INSD and SCB reajusted the budget to take into account the extension phase of 2016. The overall amount of the updated project is estimated at a total of 30 616 000 SEK. Finally, the realized costs amounted to 27 806 196 SEK.

Regarding gender issues, they were prioritized and emphasized by the Government of Burkina Faso throughout the project period. Gender statistics provide an unbiased basis for monitoring and evaluating policies and actions. At the beginning of the project, it was difficult, because of the lack of data, to project the population of the municipalities. The census is conducted every ten years. This makes it difficult to have a precise knowledge of the demography of the population and therefore the INSD is unable to meet the needs of the central and decentralized administration (the last census took place in 2006).

Burkina Faso has signed several international conventions and the government is committed to providing relevant indicators for monitoring environmental development. Although this component is part of the first phase of the project, it has been necessary to improve the visibility and use of environmental statistics at the national level as well as the ability to comply with international requirements.

For the improvement of environmental statistics, four areas have been prioritized: the development of a database for environmental statistics, the improvement of the quality of greenhouse gas emission estimates, the development of environmental accounts and the quantitative assessment of environmental impacts on waste, agriculture and mining. For further information, the projects proposal is attached as **Annex D**.

The intervention logic or theory of change of the projects shall be further mapped out by the evaluator in the inception report.

4. Evaluation scope

The evaluation scope is limited to the two phases of the cooperation between the National Institute of Statistics and Demography (Institut National de la Statistique et de la Démographie, INSD) of Burkina Faso and Statistics Sweden (SCB) Swedish

capacity building projects from September 2008 to June 2012 and from September 2012 to March 2017.

If needed, the scope of the evaluation may be further elaborated by the evaluator in the inception report.

5. Evaluation purpose: Intended use and intended users

The purpose or intended use of the evaluation is to provide Sida and its partners (INSD and SCB) with an input to upcoming discussions concerning the preparation of a new statistics cooperation 2020-2023 in Burkina Faso.

The primary intended users of the evaluation are Sida's Africa Department, the Embassy of Sweden in Ouagadougou and SCB.

The evaluation is to be designed, conducted and reported to meet the needs of the intended users and tenderers shall elaborate in the tender how this will be ensured during the evaluation process. Other stakeholders that should be kept informed about the evaluation include INSD, the Ministry of finance, European Union and Economic governance Dialog group.

During the inception phase, the evaluator and the users will agree on who will be responsible for keeping the various stakeholders informed about the evaluation.

6. Evaluation objective: Criteria and questions

The objective/objectives of this evaluation are to evaluate the effectiveness, the impact, and the sustainability of Swedish supports and formulate recommendations as an input to upcoming discussions concerning the preparation of a new phase of Swedish support to statistics area in Burkina Faso.

The evaluation questions are:

Effectiveness

- To which extent have the project contributed to intended outcomes? If so, why? If not, why not?
- Have the M&E system delivered robust and useful information that could be used to assess progress towards outcomes and contribute to learning?
- To what extent has lessons learned from what works well and less well been used to improve and adjust project/programme implementation?

Impact

- What is the overall impact of the project/programme in terms of direct or indirect, negative and positive results?

Sustainability

- Is it likely that the benefits (outcomes) of the project are sustainable?

Furthermore, based on the description of cross-cutting challenges (in section 3, Evaluation object) the evaluation should also address the following questions:

- Has the project contributed to poverty reduction? How?
- Has the project been implemented in accordance with the rights perspective (a Human Rights Based Approach): i.e. Have target groups been participating in project planning, implementations and follow up? Has anyone been discriminated

by the project through its implementation? Has the project been implemented in a transparent fashion? Are there accountability mechanisms in the project?

7. Evaluation approach and methods

It is expected that the evaluator describes and justifies an appropriate evaluation approach/methodology and methods for data collection in the tender. The evaluation design, methodology and methods for data collection and analysis are expected to be fully developed and presented in the inception report. Limitations to the methodology and methods shall be made explicit and the consequences of these limitations discussed. A *gender responsive* methodology, methods and tools and data analysis techniques should be used. A clear distinction is to be made between evaluation approach/methodology and methods. The evaluator should also identify limitations and constraints with the chosen approach and method and to the extent possible, present mitigation measures to address them.

Sida's approach to evaluation is *utilization-focused*, which means the evaluator should facilitate the *entire evaluation process* with careful consideration of how everything that is done will affect the use of the evaluation. It is therefore expected that the evaluators, in their tender, present i) how intended users are to participate in and contribute to the evaluation process and ii) methodology and methods for data collection that create space for reflection, discussion and learning between the intended users of the evaluation.

In cases where sensitive or confidential issues are to be addressed in the evaluation, evaluators should ensure an evaluation design that do not put informants and stakeholders at risk during the data collection phase or the dissemination phase.

8. Organisation of evaluation management

This evaluation is commissioned by the Embassy of Sweden in Ouagadougou. The intended users are the Embassy of Sweden, Sida, SCB and INSD. The intended users of the evaluation form a steering group, which has contributed to and agreed on the ToR for this evaluation. The steering group is a decision-making body. It will approve the inception report and the final report of the evaluation. The steering group will participate in the start-up meeting of the evaluation, as well as in the debriefing/validation workshop where preliminary findings and conclusions are discussed.

9. Evaluation quality

All Sida's evaluations shall conform to OECD/DAC's Quality Standards for Development Evaluation². The evaluators shall use the Sida OECD/DAC Glossary of Key Terms in Evaluation³. The evaluators shall specify how quality assurance will be handled by them during the evaluation process.

10. Time schedule and deliverables

It is expected that a time and work plan is presented in the tender and further detailed in the inception report. The evaluation shall be carried out October 14, 2019 to February 2020. The timing of any field visits, surveys and interviews need to be

settled by the evaluator in dialogue with the main stakeholders during the inception phase.

The table below lists key deliverables for the evaluation process. Deadlines for final inception report and final report must be kept in the tender, but alternative deadlines for other deliverables may be suggested by the consultant and negotiated during the inception phase.

Deliverables	Participants	Deadlines
1. Start-up meeting Video	Embassy of Sweden, Sida, SCB, INSD and consultants	October 25, 2019
2. Draft inception report		Tentative November 05, 2019
3. Final evaluation report		February 25, 2020

The inception report will form the basis for the continued evaluation process and shall be approved by Sida before the evaluation proceeds to implementation. The inception report should be written in French and cover evaluability issues and interpretations of evaluation questions, present the evaluation approach/methodology (including how a utilization-focused and gender responsive approach will be ensured), methods for data collection and analysis as well as the full evaluation design. A clear distinction between the evaluation approach/methodology and methods for data collection shall be made. A specific time and work plan, including number of hours/working days for each team member, for the remainder of the evaluation should be presented. The time plan shall allow space for reflection and learning between the intended users of the evaluation.

The final report shall be written in French with an Executive Summary translated into English and be professionally proof read. The final report should have clear structure and follow the report format in the Sida Decentralised Evaluation Report Template for decentralised evaluations (see Annex C). The executive summary should be maximum 3 pages. The evaluation approach/methodology and methods for data collection used shall be clearly described and explained in detail and a clear distinction between the two shall be made. All limitations to the methodology and methods shall be made explicit and the consequences of these limitations discussed. Findings shall flow logically from the data, showing a clear line of evidence to support the conclusions. Conclusions should be substantiated by findings and analysis. Evaluation findings, conclusions and recommendations should reflect a gender analysis/an analysis of identified and relevant cross-cutting issues. Recommendations and lessons learned should flow logically from conclusions. Recommendations should be specific, directed to relevant stakeholders and categorised as a short-term, medium-term and long-term. The report should be no more than a maximum of 30 pages excluding annexes (including Terms of Reference and Inception Report). The evaluator shall adhere to the Sida OECD/DAC Glossary of Key Terms in Evaluation⁴.

The evaluator shall, upon approval of the final report, insert the report into the Sida Decentralised Evaluation Report for decentralised evaluations and submit it to Nordic Morning (in pdf-format) for publication and release in the Sida publication data base. The order is placed by sending the approved report to sida@nordicmorning.com, always with a copy to the responsible Sida Programme

Officer as well as Sida's Evaluation Unit (evaluation@sida.se). Write "Sida decentralised evaluations" in the email subject field. The following information must always be included in the order to Nordic Morning:

1. The name of the consulting company.
2. The full evaluation title.
3. The invoice reference "ZZ980601".
4. Type of allocation "sakanslag".
5. Type of order "digital publicering/publikationsdatabas".

11. Evaluation team qualification

In addition to the qualifications already stated in the framework agreement for evaluation services, the evaluation team shall include the following competencies Results Based Management, administrative and institutional reforms sectoral approach, sectoral dialogue, capacity building and the implementation of poverty reduction strategies.

It is desirable that the evaluation team includes the following competencies: working with statistics or at a National Institute of Statistics in West Africa and be able to conduct interviews in French.

A CV for each team member shall be included in the call-off response. It should contain a full description of relevant qualifications and professional work experience.

It is important that the competencies of the individual team members are complimentary. It is highly recommended that local consultants are included in the team if appropriate.

The evaluators must be independent from the evaluation object and evaluated activities, and have no stake in the outcome of the evaluation.

12. Financial and human resources

The maximum budget amount available for the evaluation is 600 000 SEK.

The contact person at Swedish Embassy is Aboudoulaye Sanou. The contact person should be consulted if any problems arise during the evaluation process.

Relevant Sida documentation will be provided by the Embassy of Ouagadougou.

Contact details to intended users (cooperation partners, Swedish Embassies, other donors etc.) will be provided by Aboudoulaye Sanou (Aboudoulaye.sanou@gov.se and Cathy Kruger (cathy.kruger@scb.se).

The evaluator will be required to arrange the logistics booking interviews, preparing visits including any necessary security arrangements.

Annexe 2 – Liste des interviewés

Nom	Fonction	Sexe	Organisation	Date de l'interview
M. Yves Gérard BAZIE	DSS		DGESS-MAAH	26-Jan-20
M. Baguinébié BAZONGO	Directeur DCSFR Coordonnateur du « Data Scientists Association-Burkina Faso »	M	INSD	17-Jan-20
M. Lucien BELEMKOBGA	Directeur DSCVM	M	INSD	16-Jan-20
M. Bernard BERE	DGA	M	INSD	24-Jan-20
Pierre BEZIS	Chef de coopération statistique	M	Commission de l'UE, Délégation du Burkina	26-Jan-20
M. Paul BOMBIRI	DSS	M	DGESS-MEEVCC	17-Jan-20
Mme Marina BOUDA	Agent Comptable	F	INSD	16-Jan-20
Mme Sara BRODD	Responsable SAHEL, Unité humanitaire, Asdi	F	Asdi	04-Feb-20
Dramane SEBRE	Chargé de programme	M	Commission de l'UE, Délégation du Burkina	21-Jan-20
Dr. Aly D. COULIBALY	Directeur de la Stratégie et de l'Evaluation	M	UEMOA	28-Jan-20
M. Issaka DINDANE	DSS	M	DGESS Ministère de la Justice	27-Jan-20
M. Abdoulaye GOUMBANE	Conseiller en économie	M	DGESS Ministère de la Justice	27-Jan-20
M. Aziz ILBOUDO	Chef de service des études, de la recherche et du	M	INSD	16-Jan-20

Nom	Fonction	Sexe	Organisation	Date de l'interview
	développement méthodologique			
M. Sandaogo KIENDREBEOGO	Ancien Directeur Régional INSD	M	INSD	28-Jan-20
M. Aubin KONATE	Chargé de suivi-évaluation	M	RENLAC	22-Jan-20
Michel KONE	Ancien directeur des statistiques économiques	M	INSD	21-Jan-20
M. Birimpo LOMPO	Ancien DG de l'INSD	M	Consultant	27-Jan-20
Mme Lydie OUEDRAGO	Chargée d'études	F	UEMOA	27-Jan-20
M. Jean Jacques Olivier MONGBO	Chef de Division suivi et Evaluation	M	UEMOA	28-Jan-20
M. Sagado NAKANABO	Secrétaire Exécutif RENLAC	M	RENLAC	22-Jan-20
M. Pascal NAKELSE	DIMIS	M	INSD	16-Jan-20
Dr Madeleine WAYACK-PAMBE épouse NIKIEMA	Enseignante chercheure à L'ISSP	F	ISSP	28-Jan-20
M. Salifou NABELEMA	Chef de Service des études et de la Statistique	M	BCEAO	24-Jan-20
M. Adama Nouhoun OUATTARA		M	BCEAO	24-Jan-20
M. Jean-Pierre NTEZIMANA	Ancien conseiller de SCB à l'INSD	M	SCB	05-Feb-20
M. Mohamad SEPAHVAND	Ancien conseiller de SCB à l'INSD	M	SCB	05-Feb-20
M. Issouf OUATTARA	Ancien Responsable du suivi du projet statistique Suède à l'INSD	M	MAAH	15-Jan-20
M. Bourahima OUEDRAOGO	Directeur Général	M	DGESS-MEA	27-Jan-20
M. Boureima OUERDAOGO	Directeur Général	M	INSD	29-Jan-20
M. Issaka OUEDRAOGO	Directeur Régional INSD Hauts Bassins	M	INSD	28-Jan-20

Nom	Fonction	Sexe	Organisation	Date de l'interview
M. Madi OUEDRAOGO		M	INSD	16-Jan-20
M. Salif OUEDRAOGO	Point Focal pour la présente mission d'évaluation	M	INSD	14-Jan-20
M. Idrissa OUIMENGA	Chargé de la recherche et de la mobilisation des fonds	M	CEDRES	20-Jan-20
M. Issouf PARE	SCEE	M	RENLAC	22-Jan-20
M. Issouf PARE	Ing Staticiens économiste	M	DGESS-MEA	27-Jan-20
M. René SANKARA	Directeur des études et statistiques sectorielles	M	DGESS, Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	21-Jan-20
Mme Aïssata SANE/Congo	Ancienne DGA INSD et DGESS au MINEFID	F	DGESS-MINEFID	27-Jan-20
M. Aboudoulaye SANOU	Chargé de Programme en GFP	M	Ambassade de Suède à Ouagadougou	3 dec 2019; 13 janv 2020;
M. SANOU Mathias	Ancien de l'INSD	M		
M. Idrissa SIDIBE	Ancien Responsable du suivi du projet statistique Suède à l'INSD	M	SP-PNDES	28-Jan-20
M. Madi SAVADOGO	Chargé de Programme	M	FAO	24-Jan-20
M. Adama SAWADOGO	Directeur Général	M	DGESS Ministère de la Justice et des Droits humains	27-Jan-20
M. Mamadou SERE	Ing Staticiens économiste	M	DGESS-MEA	27-Jan-20
M. N. Callix SOMDA	Chargé des enquêtes	M	RENLAC	22-Jan-20
M. Oussené SORO	Directeur de la formulation des politiques	M	DGESS, Ministère de la Femme, de la	28-Jan-20

Nom	Fonction	Sexe	Organisation	Date de l'interview
			Solidarité Nationale et de la Famille	
M. Goro SQUARE	Directeur des services fiscaux	M	DGI MINEFID	28-Jan-20
Pr B. Abdramane SOURA	Directeur	M	ISSP	28-Jan-20
Mme T.V.M.Edith Tabsoba	Chef service de la population et des études démographique	F	INSD	16-Jan-20
Dr Claude WETTA	Membre d'honneur	M	RENLAC	22-Jan-20
M. Gilbert ZERBO	Comptable	M	INSD	16-Jan-20
Mme Arouna NJOYA	Chef l'équipe AT	F	PAGPS/SPS	25-Jan-20
Mme Nadège Zongo/Kabore	Ancienne Traductrice Interprète du Projet SCB/INSD	F	INSD	23-Jan-20
M. Harouna ZOROME	Ingénieur Staticien Economiste chargé des Comptes Environnementaux	M	DGESS-MEEVCC	17-Jan-20
	PCA	M	INSD	29-Jan-20

Annexe 3 – Documentation

Bonayi Hubert DABIRE - Idrissa KABORE : « *Evaluation externe à mi-parcours de la deuxième phase du projet « développement des statistiques au Burkina Faso »* »
PROJET INSD/SCB Période couverte par l'évaluation : Septembre 2012 à décembre 2014. Rapport définitif Mai 2015

BURKINA FASO CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE. « *Programme statistique national 2018* » juin 2017

BURKINA FASO CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE. « *Programme statistique national 2019* » juin 2018

BURKINA FASO CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE. « *Programme statistique national 2020* » juin 2019

BURKINA FASO. « Schéma Directeur de la Statistique (SDS) 2011 2015 »

BURKINA FASO. Conseil National de la Statistique « *Schéma Directeur de la Statistique (SDS) 2016 2020* » Octobre 2016

BURKINA FASO. CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE ; « *Rapport statistique national 2016* », juin 2017

BURKINA FASO. CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE ; « *Rapport statistique national 2017* », juin 2018

BURKINA FASO. CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE ; « *Rapport statistique national 2018* », juin 2019

Claudy VOUHE, (2006). « *Testez votre (QIG) Quotient Intégration du Genre* »
Réseau Genre en Action, WWW.genreenaction.net Revue Economie et humanisme
N° 378 octobre 2006 P; 58

CONSEIL NATIONAL DE LA STATISTIQUE BURKINA FASO. « *Schéma directeur informatique 2011-2015 de l'institut national de la statistique et de la démographie et du système statistique national* » juin 2011

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD) Rapport de l'enquête sur la *satisfaction des utilisateurs de statistiques officielles*

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD) : Rapport d'activités au 31 décembre 2016 de l'INSD Avril 2017

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD) : Projet de Rapport d'activité au 31 décembre 2015 de l'INSD Décembre 2015

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD) : Rapport d'activités au 31 octobre 2017 Novembre 2017

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD) : Rapport d'activités au 31 décembre 2018 Avril 2019

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD). « Programme d'activités au titre de l'année 2017 » Avril 2017

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD). « Programme d'activités au titre de l'année 2018» Novembre 2017

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD). « Programme d'activités au titre de l'année 2019» Novembre 2019

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD). « *Projet de Rapport d'activité au 31 décembre 2015 de l'INSD* » Décembre 2015

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE : « *Programme d'activités modifié au titre de l'année 2019* » : avril 2019

INTERNATIONAL ORGANIZATION OF MIGRATION : « *Guidance for Addressing Gender in Evaluations* » Office of the Inspector General May 2018

Jan VALDELIN – Mathias SANOU. « *Evaluation externe du projet INSD/SCB de renforcement de la capacité institutionnelle de l'INSD* » 13/12/2010 Rapport final à l'Asdi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES ; Secrétariat Général : Conseil National de la Statistique. *Schémas directeur de la statistique 2004 – 2009.* « Répertoire des structures productrices de données statistiques ». Révision de septembre 2007

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (INSD). « *Enquête sur la satisfaction des utilisateurs de statistiques officielles* » : Résultats Réalisé avec l'appui du Par-Gs financé par l'Union européenne Avril 2015

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT : INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE « *Enquête sur la satisfaction des utilisateurs de statistiques officielles. Rapport de l'enquête* » mai 2019

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT : INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE « *Les comptes nationaux trimestriels (4ème trimestre 2017)* » Avril 2018

ONU FEMMES ; BUREAU INDEPENDANT DE L'ÉVALUATION. « Gestion des évaluations sensibles au genre ». Manuel d'évaluation. All rights reserved. Produit par le Bureau Indépendant d'Évaluation Design: Dammsavage Inc. © 2015 UN Women

STATISTICS SWEDEN INSD « *Proposition de prolongation du projet de coopération statistique entre l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso et l'Office National Suédois de la Statistique (SCB)* » Financier Agence Suédoise de Coopération au Développement International Proposition de la phase transitoire du Projet INSD/SCB Septembre 2011- Mars 2012 Juin 2011

STATISTICS SWEDEN INSD Projet de coopération statistique entre l'institut national de la statistique et de la démographie du Burkina Faso et Statistique Suède « *Rapport de démarrage de la seconde phase du Projet « Développement des statistiques au Burkina Faso* » »- Projet INSD/SCB Burkina Faso Novembre, 2012

STATISTICS SWEDEN INSD. “*Statistics development in Burkina Faso: A statistical cooperation project between The National Institute of Statistics and Demography (INSD) And Statistics Sweden (SCB)*” Funding Swedish International Development Cooperation Agency A proposal for the second phase of the Project INSD/SCB July 2012 – December 2015 May 2012

STATISTICS SWEDEN INSD. “*Project of statistical cooperation between the national institute of statistics and demography of Burkina Faso and statistics Sweden Updated program of the second phase of the Project “Development of statistics in Burkina Faso”*” - Project INSD/SCB Burkina Faso September 2015-December 2016 September, 2015

STATISTICS SWEDEN INSD. « *Proposition de prolongation de projet de coopération statistique entre l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso et l'office National Suédois de la statistique (SCB)* » Financier Agence Suédoise de coopération du Développement International ; proposition de la phase transitoire du projet INSD/SCB Septembre 2011-Mars 2012. Juin 2011.

STATISTICS SWEDEN BFSTAT 2010:23 EN: Statistical cooperation project between the national institute of statistics and demography of Burkina-Faso (INSD) and statistics Sweden (SCB) progress report July-December 2010

STATISTICS SWEDEN BFSTAT 2012:14 EN Demography. “*Statistical cooperation project between the national institute of statistics and demography of*

Burkina Faso (INSD) and statistics Sweden (SCB)” end-of-project report September 2008-june 2012

STATISTICS SWEDEN BSTAT 2017 01. « *Projet de coopération statistique entre l’Institut National de la Statistique et de la Démographie du Burkina Faso (INSD) et Statistique Suède (SCB)* » Rapport final Phase II Septembre 2012 – Mars 2017

UN Women Independent Evaluation Office (2015) “*How to manage gender-responsive evaluation*” evaluation handbook UN Women Independent Evaluation Office. Produced by the Design: dammsavage studio. © 2015. All rights reserved

Les textes :

ARRETE N° 2007 - 767/MEF/CAB

fixant les modalités de communication des données aux services et organismes statistiques relevant du système statistique national par les administrations et organismes publics

ARRETE N° 2007 - 785/MEF/CAB

Portant création, attributions, composition et fonctionnement des commissions spécialisées du Conseil national de la statistique

DECRET N° 2007- 720 /PRES/PM/MEF

fixant les conditions et les procédures de réalisation des recensements et des enquêtes statistiques par les services et organismes statistiques publics auprès de personnes ne faisant pas partie de ces structures.

DECRET N° 2007- 741 /PRES/PM/MEF

portant attributions, organisation et fonctionnement du système statistique national.

DECRET N° 2007- 390 /PRES

promulguant la loi n° 012-2007/AN du 31 mai 2007 portant organisation et réglementation des activités statistiques.

Annexe 4 – Instruments de collecte de données

1. Matrice des questions d'évaluation

Evaluation question, comment		Questions/ information sought
Please fill in interviewee/source data and responses or info from documents (with ref to page if relevant). Use one column per source. Not all rows are relevant for all sources. Evaluation questions are highlighted, and developed in questions/information sought on the rows below each EQ. The EQs are intended to be answered by analysis of the responses to the more detailed questions.		Respondent/source information
		Document: Author + year or title
		Interview: Last name, first name
		Position
		Organisation
		Sex
		Date of interview
		Interviewer
Critère d'évaluation	Questions d'évaluation	Exemples de questions spécifiques pour le guide d'entretien
Efficacité	Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué aux résultats escomptés ?	Est-ce que tous les résultats prévus ont été atteints ?
		Est-ce que les réalisations du projet, en comparaison de celles qui étaient initialement prévues, ont contribué à l'atteinte des résultats ?
		Est-ce que le projet a pris en compte la dimension Genre transversalement dans toutes ses actions et ses secteurs ? Si oui, comment les avez-vous intégrés ?
		Avez-vous eu besoin d'utiliser les données désagrégées ? Si oui, comment les avez-vous obtenues ?
		Pensez-vous que la mise en œuvre du projet vous a, ou vous apportera des changements dans les relations de pouvoir entre Genre ?

		Avez-vous beaucoup plus été en contact avec le personnel masculin/féminin du projet ?
		Les résultats du projet ont-ils permis de renseigner les progrès du SCADD et des OMD ?
	Si oui, pourquoi ?	En ce qui concerne votre propre situation de travail, quels sont, selon vous, les principaux facteurs qui y ont contribué ?
	Sinon, pourquoi pas ?	Comme ci-dessus
	Le système de S&E a-t-il fourni des informations solides et utiles qui pourraient être utilisées pour évaluer les progrès vers les résultats et contribuer à l'apprentissage ?	
	Dans quelle mesure les enseignements tirés de ce qui fonctionne bien et moins bien ont-ils été utilisés pour améliorer et ajuster la mise en œuvre du projet/programme ?	Pouvez-vous donner des exemples d'actions de gestion qui ont été entreprises sur la base des données collectées via le système de suivi ?
		Y a-t-il un système en place pour l'établissement des comptes environnementaux ?
		Existence et qualité des paramètres de suivi de la mise en œuvre de la politique Environnementale
Impact	Quel est l'impact global du projet/programme en termes de résultats directs ou indirects, négatifs et positifs ?	Quels sont les changements apportés par la mise en œuvre du projet en matière :
		• d'organisation institutionnelle ?
		• de qualité des produits statistiques ?
		• de programmation des activités statistiques ?
		• de culture statistique ?
		• de diffusion des données ?

		Le projet a-t-il tenu compte de l'impact différencié de ses résultats sur le Genre ?
Durabilité	Est-il probable que les avantages (résultats) du projet soient durables ?	Quelles sont des dispositions prises pour assurer :
	Le projet consolide-t-il certains des objectifs stratégiques du PNDES ? Lesquels ?	la mise à jour du répertoire statistique des entreprises ?
		la pérennisation des enquêtes économiques ?
		la consolidation des acquis dans l'analyse des statistiques du commerce extérieur ?
		la performance des indicateurs de la SCADD
		la performance des indicateurs ODD ?
		la prise en compte transversal du Genre
		la transformation des relations de pouvoir entre hommes et femmes
		la durabilité socio-environnementale
Des défis transversaux	Le projet a-t-il contribué à la réduction de la pauvreté ? Comment ?	Quelles sont les opérations de collecte appuyées (appui technique ou financier) ?
	Le projet a-t-il été mis en œuvre conformément à la perspective des droits (une approche fondée sur les droits de l'homme) : c'est-à-dire les groupes cibles ont-ils participé à la planification, à la mise en œuvre et au suivi du projet ?	Les outils d'analyse et de planification explicitement sensibles aux différences et aux inégalités entre hommes et femmes figurent-ils dans le projet ?
	Quelqu'un a-t-il été victime de discrimination par le	Les statistiques collectées sont-elles disponibles aussi bien pour les hommes que les femmes ?

	projet lors de sa mise en œuvre ?	
	Le projet a-t-il été mis en œuvre de manière transparente ?	La mise en œuvre du projet est-elle favorable à d'autres projets spécifiques en termes de réduction de la pauvreté ou bien d'accès à la connaissance et aux ressources ?
	Existe-t-il des mécanismes de responsabilisation dans le projet ?	Quel est votre rôle pour garantir la qualité et la responsabilité de la collecte de statistiques ?
En outre?		Le projet va-t-il favoriser un système permanent de collecte de données en place et les données collectées sont-elles à même de renseigner les indicateurs du PNDES et de suivi des ODD ? tout en veillant aux spécificités de Genre ? Notamment ceux liés à l'eau et à l'Environnement ?

2. Test Claudy Vouhé-QIG (Quotient Intégration du Genre) appliqué au projet

Le PROJET ...	Réponses A, B, C		
...a une politique et une stratégie pour la prise en compte des inégalités entre les femmes et les hommes dans ses actions	B		
...a une politique et une stratégie pour l'atteinte de la parité parmi son personnel, globalement et sur chaque niveau archique	A		
...emploie et/ou cherche à recruter des personnes compétentes en genre ou encourage la formation de son personnel à	B		
...utilise des outils d'analyse et de planification explicitement sensibles aux différences et inégalités entre les femmes et les hommes dans tous ses programmes d'intervention	C		
...utilise des indicateurs (processus/impact) désagrégés par sexe permettant de suivre et d'évaluer l'évolution des rapports femmes/hommes dans les différents contextes d'intervention	B		
...mène des actions spécifiques ou principalement axées sur les droits des femmes	A		
...prend en compte la dimension genre transversalement dans toutes ses actions et dans les secteurs	B		
...privilégie les partenariats avec des organisations sensibles et compétentes en genre	B		
...a ouvert un espace de débat (en interne et avec ses partenaires) sur les enjeux de l'égalité entre les sexes	A		
...a nommé un/e personne responsable de l'intégration transversale du genre dans ses actions, en lui accordant les	A		
Résultats	A	B	C
	4/10	5/10	1/10

A= pas du tout acquis

B= en gestation et/ou mise en œuvre partielle

C= mise en œuvre systématique

Source : https://www.genreenaction.net/IMG/pdf/Art_Vouhi.pdf

Annexe 5 – Département Ministériel Burkinabé

N°	Département Ministériel
1	Ministère d'État, Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants
2	Ministère d'État, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale
3	Ministère des Affaires étrangères et de la coopération
4	Ministère de la Sécurité
5	Ministère de la Justice, Garde des Sceaux
6	Ministère de l'Intégration africaine et des Burkinabè de l'Extérieur
7	Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales
8	Ministère de la Santé
9	Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement
10	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation
11	Ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale
12	Ministère du Développement de l'Économie numérique et des postes
13	Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement
14	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles
15	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement
16	Ministère des infrastructures
17	Ministère de l'énergie
18	Ministère des mines et des carrières
19	Ministère des Transports, de la Mobilité urbaine et de la Sécurité routière

20	Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire
21	Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat
22	Ministère des Ressources animales et halieutiques
23	Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes
24	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat
25	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat
26	Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement climatique
27	Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme
28	Ministère des Sports et des Loisirs
29	Ministère délégué auprès du Ministre de l'Économie, des Finances et du Développement, chargé du Budget
30	Ministère délégué auprès du Ministre de l'Économie, des Finances et du Développement, chargé de l'aménagement du territoire
31	Ministère délégué auprès du Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, chargé de la Décentralisation et de la Cohésion sociale
32	Ministère délégué auprès du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, chargé de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

Annexe 6 – Collecte de données, et défis liés au processus

La collecte de données et informations étant la base du travail, les dispositions ont été prises dès la déclinaison de la méthodologie décrite dans le rapport de démarrage ; ainsi, lors de la réunion de cadrage et de démarrage de la mission le 03 décembre 2019 il avait été convenu que les documents nécessaires, et dont l'essentiel était mentionné dans les TdRs seraient fournis aux Consultants dès que possible.

Sachant que l'INSD et Statistique Suède (avec le projet de coopération entre le SCB et l'INSD) sont les maillons fondamentaux sur lesquels l'appui suédois a été opérationnalisé, ces deux Institutions sont placées au centre des investigations.

La première rencontre avec le DG de l'INSD, coordonnateur du Système Statistique National (SSN), dès le mardi 10 décembre 2019 a permis de l'informer du démarrage effectif de la mission d'évaluation et de s'assurer de sa disponibilité et de celles de ses collaborateurs, pour accompagner le processus avec la documentation appropriée et la lettre d'introduction aux personnes et structures importantes à rencontrer.

La mission sur le terrain à Ouagadougou a été programmée et mentionnée dans le chronogramme général au niveau du rapport de démarrage pour la période du 11 au 24 janvier 2020 ; elle devait s'appuyer sur les premiers éléments d'appréciation du consultant, basés sur l'exploitation de la documentation de plusieurs sources de données, les interviews des principaux acteurs, pour arriver à ses conclusions et rendre possible la triangulation des hypothèses.

Dès le 13 janvier 2020, s'est effectué le démarrage de la mission de collecte d'information sur le terrain, avec la rencontre à l'Ambassade de Suède à Ouagadougou qui a porté sur la revue et discussions sur la version finalisée du Rapport de démarrage, l'adoption de la méthodologie, et la revue de la liste des Institutions et personnes ressources à rencontrer dans le cadre de la mission.

En ce qui concerne l'échantillonnage, en plus de l'Ambassade de Suède à Ouagadougou, le SCB et le personnel de l'INSD, une liste de personnes ressources, et une trentaine d'institutions ont été prédéfinie, réparties entre (i) des Organisations Internationales et sous régionales, (ii) des Directions Générales et régionales des départements ministériels pertinents, y compris des Directions Générales des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS), (iii) des programmes nationaux, et (iv) des Organisations de la Société Civile, soit une liste ambitieuse d'une soixantaine de personnes.

Le 14 janvier 2020, la rencontre de l'équipe du Consultant avec l'INSD a permis encore une fois une présentation et discussions sur la méthodologie, l'expression du souhait par les consultants d'avoir les documents et la lettre d'introduction dès que possible pour permettre de finaliser la revue documentaire, revoir en conséquence le guide d'entretien, et commencer les interviews au plus tôt. La liste des Institutions et

personnes ressources à rencontrer ainsi que les contacts téléphoniques ont été finalisés avec l'aide du DG de l'INSD et de ses collaborateurs présents à la réunion.

Il faut noter que finalement c'est le 16 et 17 janvier 2020 que l'équipe a pu entrer en possession de l'essentiel de la documentation, et la lettre d'introduction a finalement été rendue disponible par l'INSD que le 21 janvier.

Ces retards ont constitué une importante contrainte dans l'organisation des interviews qui ont commencé relativement tard par rapport à la programmation, et se sont poursuivies jusqu'au 10 février 2020, avec un certain nombre d'aménagements pratiques ; en effet le projet de déplacement à Bobo-Dioulasso pour échanger avec la Direction Régionale de l'INSD et certains acteurs régionaux n'a finalement pas pu avoir lieu. Cependant, le Directeur Régional INSD des Hauts-Bassins a été interviewé par téléphone, et une rencontre a été organisée avec un ancien Directeur Régional désormais en poste à la Direction Générale de l'INSD.

Les interviews menées ont permis au consultant de discuter avec 35 Institutions, et plus de cinquante personnes.

Le Consultant note que la période choisie pour l'étude (décembre 2019-janvier 2020) a probablement rendu la tâche un peu plus difficile en termes de disponibilité des principaux interlocuteurs souvent très occupés, en mission ou en congés. Malgré la collaboration appréciable de l'INSD, la période coïncidant avec le Recensement Général de la Population de l'Habitat (RGPH) au Burkina Faso, a certainement joué sur la disponibilité de certains cadres, ceci pouvant expliquer les retards accusés par le Consultant.



Évaluation du soutien suédois au secteur statistique au Burkina Faso 2008–2017

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation du soutien suédois au secteur statistique au Burkina Faso sur la période 2008-2017. Elle vise à mettre en évidence les principales réalisations, lacunes et défis clés avec pour objectif de contribuer au processus de planification d'un éventuel soutien futur. L'évaluation conclut que la collaboration visait à renforcer les capacités, notamment en termes de méthodologie statistique, technologie de l'information et compétences en anglais. En outre, l'évaluation montre que le rôle institutionnel a été clarifié et renforcé, les statistiques des entreprises ont été améliorées et l'élaboration et la diffusion de statistiques sur les indicateurs liés au genre et à l'environnement ont contribué à une meilleure compréhension de ces défis par les décideurs au Burkina Faso. La collaboration a cependant été retardée à plusieurs reprises par des facteurs à la fois internes (manque de stratégie, faible coordination) et externes (manque de priorisation gouvernementale du secteur, manque de ressources, faible coordination entre les acteurs, effets de la transformation de l'administration publique, mouvements sociopolitiques et défis sécuritaires).